



Cercle Henri Barbusse
de culture ouvrière et populaire
rassemblementcommuniste.fr

cerclebarbusse@gmail.com

Le projet du FN :



Un projet fasciste euro-compatible

Novembre 2016

Préambule

A l'heure où nous écrivons, le parti fasciste français, le Front National, n'a pas encore rendu public son programme pour les élections présidentielles de 2017.

Néanmoins, le Cercle Henri Barbusse revient sur le programme politique – sur le programme économique plus précisément - du FN de 2012, présenté lors des dernières élections présidentielles, avec 4 objectifs principaux :

- Rappeler le caractère fasciste du projet du FN ;
- Démontrer le caractère trompeur et mensonger du projet de 2012 à destination des masses
- Démontrer que le FN n'est que l'excroissance politique en France d'une UE à visée impérialiste ;
- Permettre au lecteur de mieux comprendre la nécessaire continuité entre les programmes de 2012 et 2017

« Le programme du Parti ouvrier allemand est un programme à terme. Lorsque les objectifs fixés seront atteints, les dirigeants n'en détermineront pas d'autres dans le seul but de permettre, par un maintien artificiel de l'insatisfaction des masses, la permanence du parti. »

Phrase introductive à « Le Programme en 25 points du Parti ouvrier allemand national-socialiste », programme politique du Parti ouvrier allemand (qui deviendra le 8 août le Parti national-socialiste des travailleurs allemands), tel qu'il a été proclamé le 24 février 1920 à Munich par Adolf Hitler.

« Dans chaque pays, il est nécessaire de scruter, d'étudier et de découvrir ce que le fascisme a de proprement national, de spécifiquement national, et d'établir, en conséquence, les méthodes et formes efficaces de lutte contre le fascisme. Lénine nous mettait en garde avec insistance contre « la standardisation, l'ajustement mécanique, l'identification des règles tactiques, des règles de lutte ». Cette indication est particulièrement vraie quand il s'agit de la lutte contre un ennemi qui exploite avec autant de raffinement, autant de jésuitisme les sentiments et les préjugés nationaux des masses ainsi que leurs inclinations anticapitalistes dans l'intérêt du grand Capital. »

« Le développement du fascisme et la dictature fasciste elle-même, revêtent dans les différents pays des formes diverses, selon les conditions historiques sociales et économiques, selon les particularités nationales et la situation internationale du pays donné. Dans certains pays, principalement là où le fascisme n'a pas de large base dans les masses et où la lutte des différents groupements dans le camp de la bourgeoisie fasciste elle-même est assez forte, le fascisme ne se résout pas du premier coup à liquider le Parlement et laisse aux autres partis bourgeois, de même qu'à la social-démocratie, une certaine légalité. Dans d'autres pays, où la bourgeoisie dominante appréhende la proche explosion de la révolution, le fascisme établit son monopole politique illimité ou bien du premier coup, ou bien en renforçant de plus en plus la terreur et la répression à l'égard de tous les partis et groupements concurrents. Ce fait n'exclut pas, de la part du fascisme, au moment d'une aggravation particulière de sa situation, les tentatives d'élargir sa base et, sans changer d'essence de classe, de combiner la dictature terroriste ouverte avec une falsification grossière du parlementarisme. L'arrivée du fascisme au pouvoir, ce n'est pas la substitution ordinaire d'un gouvernement bourgeois à un autre, mais le remplacement d'une forme étatique de la domination de classe de la bourgeoisie — la démocratie bourgeoise — par une autre forme de cette domination, la dictature terroriste déclarée. Méconnaître cette distinction serait une faute grave, qui empêcherait le prolétariat révolutionnaire de mobiliser les couches laborieuses les plus étendues de la ville et de la campagne pour la lutte contre la menace de la prise du pouvoir par les fascistes, et d'utiliser les contradictions existant dans le camp de la bourgeoisie elle-même. Mais c'est une faute non moins grave et non moins dangereuse de sous-estimer l'importance que revêtent, pour l'instauration de la dictature fasciste, les mesures réactionnaires de la bourgeoisie, qui s'aggravent aujourd'hui dans les pays de démocratie bourgeoise, et qui écrasent les libertés démocratiques des travailleurs, falsifient et rognent les droits du Parlement, accentuent la répression contre le mouvement révolutionnaire. »

Pour l'unité de la classe ouvrière contre le fascisme, Georgi Dimitrov 13 août 1935

Sommaire

1. Introduction	5
2. La division du travail dans l'UE	9
2.1 Les contradictions franco- allemandes	9
2.2 Le FN, sous-traitant de l'UE	12
3. Un projet belliqueux, colonialiste et impérialiste	15
3.1 Un vaste plan de redressement militaire	15
3.2 Un projet d'expansion territoriale.....	19
4. Durcir l'appareil d'Etat bourgeois	22
4.1 La rhétorique de « l'Etat fort »	22
4.2 Un Etat raciste.....	26
4.3 L'enjeu de la récupération des mots.....	28
5. La démagogie du FN.....	30
5.1 Tromper le petit patronat.....	31
5.2 Un discours anticapitaliste de façade	34
5.3 Un discours anti-européen de façade	35
5.4 Le mensonge d'en finir avec le chômage	37
6. L'appauvrissement généralisé des masses.....	41
6.1 La marchandisation totale du monde.....	42
6.2 Une fiscalité au service du grand patronat	43
6.3 Maintenir les plans d'austérité : une simple question de méthode.....	46
7. Conclusion.....	49

1. Introduction

Comparaison n'est pas déraison

Le Front National avance masqué pendant que l'UMP/LR et le PS, avec leur programme unique libéral de défense des intérêts des classes dominantes, produisent le terreau du mécontentement populaire et de la « montée » du FN.

Les représentants politiques qui prennent des mesures réactionnaires et brunissent imperceptiblement leur discours qui font le lit du fascisme augmentent, ce faisant, la porosité des consciences aux idées du parti fasciste. Cependant, ils le font en drapant leurs décisions fascisantes du voile des « valeurs républicaines » et du « sens de la responsabilité » qu'ils dénieient évidemment aux cadres du parti fasciste qu'ils ridiculisent la plupart du temps. Ils prétendent ainsi « combattre l'extrême droite » en reprenant de plus en plus leurs idées et en discriminant les minorités issues de l'immigration. C'est cette dérive imitatrice qui favorise la dédiablement du parti fasciste. Les lois islamophobes et réactionnaires, par exemple, votées dans le cadre de la république bourgeoise par les partis de l'alternance « droite-gauche » crédibilisent – en le normalisant - de jour en jour le projet du Front National et assurent de plus en plus les conditions d'éclosion d'une nouvelle légalité charismatique¹.

Du côté du parti fasciste, le travail de normalisation est une tactique consciente qui consiste à recouvrir d'un vernis républicain la face sombre de ce Janus politique afin qu'il apparaisse aux yeux des masses pour ce qu'il n'est pas : un parti du peuple et pour le peuple, un parti révolutionnaire et agissant dans l'intérêt des travailleurs, un parti de résistance face aux diktats libéraux européens, face au capital financier, face à la mondialisation capitaliste. Ce vernis républicain bourgeois durcit de jour en jour et se renforce d'une couche supplémentaire tantôt grâce au pont médiatique qu'on lui accorde, tantôt grâce aux coups montés internes

dont le but est de faire croire à l'extérieur que ce parti aurait rompu avec sa culture raciste, notamment antisémite (Les « sanctions » du parti à l'encontre des débordements négationnistes de Jean-Marie Le Pen).

Le FN avance masqué. Mais en se rapprochant un peu plus près des orbites, en revenant sur son projet (présenté dans le cadre des élections présidentielles de 2012) et en tentant de l'interpréter, on parvient à entrevoir son vrai visage. Le projet (en 30 points) du Front National s'annonce et semble devoir se lire comme une étape vers un programme antisocial plus dur, plus clair et sans ambiguïtés, comme le Programme en 25 points du Parti ouvrier allemand national-socialiste en 1920 était une étape avant la mise en œuvre d'un programme antisocial et anti-populaire plus systématique à partir de 1934.

Certes, « comparaison n'est pas raison » mais la raison éclairée par l'héritage marxiste-léniniste impose de ne négliger aucune éventualité. S'il faut prendre au sérieux le projet du FN ce n'est pas pour envisager que ce parti accédera au pouvoir mécaniquement et inéluctablement, lui donner des « billes », le créditer d'un quelconque intérêt². Rappelons l'analyse de Staline devant le XVIIe congrès du Parti communiste bolchevik de l'Union soviétique en 1934 :

« La victoire du fascisme en Allemagne, il ne faut pas seulement la considérer simplement comme un signe de faiblesse de la classe ouvrière et comme le résultat des trahisons perpétrées contre elle par la social-démocratie qui a frayé la route au fascisme. Il faut la considérer aussi comme un signe de faiblesse de la bourgeoisie, comme un signe montrant que la bourgeoisie n'est plus en mesure d'exercer le pouvoir par les vieilles méthodes du parlementarisme et de la démocratie bourgeoise, ce qui l'oblige à recourir dans sa politique intérieure, aux méthodes terroristes de gouvernement ; comme un signe attestant qu'elle n'a plus la force de trouver une issue à la situation actuelle sur la base d'une politique extérieure de paix, ce qui l'oblige à recourir à une politique de guerre ».

¹ Pour une application du concept de « légalité charismatique » telle que formulée par Max Weber dans son *Economie et Société*, ouvrage posthume de 1921, Rainer Lepsius : [Le modèle de la domination charismatique et son application possible au « Führerstaat » d'Adolf Hitler](https://trivium.revues.org/5346). <https://trivium.revues.org/5346>

² Dans ces divers écrits sur le fascisme italien, Gramsci a démontré l'incapacité du fascisme à résoudre la crise du capitalisme et que celui-ci bien au contraire : « s'épuise et meurt précisément de n'avoir tenu aucune de ses promesses, de n'avoir répondu à aucun espoir, de n'avoir adouci aucune misère. »

En ce sens, la bourgeoisie française par le biais de la social-démocratie actuelle est encore en mesure d'exercer le pouvoir (l'usage de l'article 49-3 est légal), bien que cet exercice soit facilité par le fait que les décisions soient prises au niveau européen et qu'elle soit obligée de recourir à des formes de déstabilisation des mouvements de contestation qui ne peuvent pas encore être confondues avec des « méthodes terroristes » de gouvernement.

La situation en France ne peut pas être confondue non plus intégralement avec la situation de l'Italie dans les années 20 où : « l'ensemble du Parti socialiste, y compris les réformistes, demandait l'adhésion à la Troisième Internationale, la social-démocratie, qui n'était d'ailleurs pas au pouvoir, ne pouvait jouer ce rôle de sauver le système capitaliste. L'Etat bourgeois italien s'appuya alors sur de véritables bandes armées du capital. Le fascisme servait alors d'arme auxiliaire, surtout dans les pays arriérés du point de vue économique. Le fascisme est apparu en particulier en réaction à l'organisation, par la classe ouvrière de Turin, des Conseils d'usine en 1919-1920. Ces ligues fascistes regroupaient les ouvriers déclassés, les briseurs de grève, les jaunes, des éléments du lumpenprolétariat. Ils organisaient des expéditions punitives contre les militants révolutionnaires, expéditions qui firent des milliers de morts ! »³. Cependant, il serait naïf de ne pas prendre en compte l'existence de groupes plus ou moins bien organisés et entraînés qui existent sur le territoire français et qui sont liés à des degrés divers aux organisations fascistes institutionnalisées.

Si nous prenons ce projet au sérieux c'est afin de ne pas tomber dans le double jeu des partis dominants à l'égard du parti utile au « vote utile ». En effet, d'un côté on brandit la menace du « vote d'extrême-droite » pour couper court à toute tentative de la part des masses de voter pour le candidat le mieux à même de défendre leurs intérêts immédiats et le plus en adéquation avec leur degré de conscience de la lutte des classes et de l'autre côté on discrédite de manière grossière un parti fasciste à qui on refuse toute capacité de prendre les « affaires »

en mains ni pratiquement et ni intellectuellement parlant.

Connaître le mieux possible nos ennemis c'est être en capacité de mettre en œuvre les moyens de défense et de contre-offensive les plus adéquats. Révéler ce qui relève de la fascisation dans les décisions prises par des partis dits « modérés » à une étape donnée de la crise du capitalisme nécessite de considérer qu'il existe un parti « non modéré », un parti d'extrême-droite et savoir qualifier son programme comme fasciste.

Le projet du FN est donc d'une grande cohérence ⁴et il faut le prendre au sérieux ne serait-ce qu'à ce titre contrairement à l'opinion commune des « commentateurs » qui font leurs choux gras en mâchonnant la même fausse critique des projets qui égratigneraient le libéralisme. Mais ce que ne disent pas, bizarrement, ces commentateurs – qui prétendent ne pas soutenir le FN - c'est que le projet du FN est un projet fasciste, réactionnaire au plus haut point. Faute d'en avoir conscience ou faute de ne pas vouloir ou oser le dire, ces commentateurs « décryptent » tout projet politique avec le même logiciel libéral prétentieux qui renforcent l'illusion que le libéralisme est le modèle indépassable et que le FN est « antilibéral ». Mais cette posture renforce également l'amertume de ceux et celles qui subissant de plus en plus les conséquences désastreuses du libéralisme s'identifient ⁵de plus en plus au FN considéré ainsi comme « malmené, incompris, méprisé » par les ayatollahs de la pensée unique de premier ordre jusqu'à l'ordre le plus vulgaire qui dispensent la

4 Contrairement à ce que dit le très sérieux Hervé Lebras qui s'évertue à lutter contre le FN en le ridiculisant. [Qui vote Front national en France?](http://www.lesinrocks.com/2015/10/11/actualite/qui-vote-front-national-en-france-11780075/)
<http://www.lesinrocks.com/2015/10/11/actualite/qui-vote-front-national-en-france-11780075/>

5 « L'IC analysa la stratégie démagogique du fascisme qui est de s'appuyer sur la paupérisation et le mécontentement de la petite bourgeoisie, de la paysannerie pauvre, des travailleurs intellectuels déclassés et du lumpenprolétariat, paupérisation qui découle de la dislocation de l'économie bourgeoise et des anciennes formes étatiques. Le fascisme est ainsi le résultat d'une déception de ces couches sociales devant l'incapacité des partis réformistes à tenir leurs promesses électorales et à améliorer la situation sociale. Cette déception face à la démocratie bourgeoise et à ses mécanismes de duperie peut se transformer en courant violemment antiparlementaire, le régime étant présenté comme « dupant les petits. Le réformisme est donc responsable du développement du fascisme, ce que l'IC affirmait ainsi à son IV^{ème} congrès : « les réformistes sont les véritables précurseurs du fascisme ». *Contribution à l'histoire du PCF. Des origines au Front populaire*, tome 1. Cercle Henri Barbusse. p122.

3 *Contribution à l'histoire du PCF. Des origines au Front populaire*, tome 1. Cercle Henri Barbusse. P 120.

messe à BFMTV ou à RTL. Ces commentateurs petit-bourgeois ne se rendent pas compte de leur fragilité mesquine face à un parti qui ne joue pas et qui pourrait prendre la décision de fermer leurs centres d'émission de propagande et d'agitation et les conduire au « STO » le jour où le capital, après avoir fait ses comptes, se rendra compte que ces derniers lui sont devenus inutiles. Ils se pensent à l'abri - pour la plupart - d'un vaste plan d'austérité draconien qualifié par le FN de « plan de désendettement de la France ».

Le projet du FN est d'une grande cohérence et pourrait – si on le laissait faire – sur la base d'une sorte de « keynésianisme éducateur de l'offre » donner l'illusion⁶ de sortir l'économie française, provisoirement du moins, de l'ornière de la crise du capitalisme dans ses modalités européennes. Autrement dit si – toutes choses égales d'ailleurs - l'accès au pouvoir du parti fasciste en France ne peut pas être une option de la classe bourgeoise à exclure, peut-on affirmer comme l'affirme le FN, qu'est concomitamment possible l'application de son projet stricto sensu dans un pays devenu aussi faible que la France à l'échelle du capitalisme mondialisé ? Dans un pays dont la balance commerciale est tellement dépendante de l'économie allemande ? La réponse est moins évidente et la critique libérale qualifiant le projet d'irréaliste peut se révéler borgne et limitée.

Marion Maréchal Le Pen en compagnie de Logan Djian



6 « Parce que le fascisme s'épuise et meurt précisément de n'avoir tenu aucune de ses promesses, de n'avoir répondu à aucun espoir, de n'avoir adouci aucune misère. Il a brisé l'élan révolutionnaire du prolétariat, il a désagrégé les syndicats de classe, il a diminué les salaires et augmenté les horaires, mais cela n'a pas suffi à garantir une vitalité, ne serait-ce que réduite, au système capitaliste ; il fallait donc également abaisser le niveau des classes moyennes, spolier et mettre à sac l'économie petite-bourgeoise et par conséquent étouffer toute liberté, sans s'arrêter aux seules libertés prolétariennes ; aussi la lutte n'a-t-elle pas été dirigée contre les seuls partis ouvriers : mais elle a visé aussi, et même parfois au premier chef, tous les partis politiques non fascistes, toutes les associations qui échappaient au contrôle direct du fascisme officiel. » Antonio Gramsci, *La crise italienne*. 1924



Logan Djian organise volontiers des meetings en compagnie des groupes néo-nazis ou fascistes comme l'Aube dorée (Grèce) ou Casa Pound (Italie).



Marine Le Pen aux côtés de Franz Schönhuber, ex Waffen-SS de la division « Charlemagne ».





Frédéric Chatillon, Ancien dirigeant du Groupe Union Défense, groupe d'étudiants néo-nazis (à droite), avec Steeve Brivois et Nicolas Bay, au Salon des maires, en novembre 2011, pendant le point presse de Marine Le Pen.

2. La division du travail dans l'UE

2.1 Les contradictions franco-allemandes

En mars 1996, analysant l'évolution du capitalisme Français dans le cadre de l'UE, le Cercle Henri Barbusse écrivait : « Deux caractéristiques fondamentales de la stratégie de l'impérialisme français à l'époque de De Gaulle : De Gaulle était réticent face à la construction européenne. Après avoir agi dans le sens d'un découpage de l'Allemagne en cinq entités, c'était la politique des « petits pas ».

Elle exprimait la tactique de la fraction alors dominante de la bourgeoisie de prendre la tête d'une construction européenne non soumise aux Etats-Unis, et ce en contradiction avec l'Allemagne. On peut vérifier cela avec la sortie de la France de la structure militaire intégrée de l'OTAN dont l'une des manifestations fut la fermeture des bases militaires. Au plan économique, cette politique de la « France forte » était conditionnée par la constitution de grands groupes industriels nationaux et la préservation, dans le cadre d'un réaménagement semi-colonial, de son empire, ce qui était en contradiction avec les objectifs de l'impérialisme yankee d'ouverture des marchés des anciennes colonies au nom du « droit à l'autodétermination ». La crise économique des années 1970 révéla cependant les faiblesses structurelles de l'impérialisme français face à l'Allemagne et son incapacité à prendre la tête d'un bloc européen face aux USA.

Giscard chercha, sans la trouver, une voie permettant à l'impérialisme français de ne pas sombrer dans le déclin. Sa politique dite de « redéploiement industriel » visait à donner aux PME-PMI un « rôle éminent dans l'adaptation de notre appareil productif ». Mais le vrai problème était la « perception tardive des mutations technologiques ». Sur le plan de la production des moyens de production, la France n'a « pas assez développé les industries sophistiquées incorporant beaucoup de travail hautement qualifié. Dans ces secteurs à haute technicité, elle souffre d'un

déficit par rapport aux grands pays industriels avancés (Etats-Unis, Allemagne, Japon). Elle s'est au contraire beaucoup trop spécialisée dans des activités faisant largement appel à une main d'œuvre peu qualifiée d'OS (ouvriers spécialisés) ».

Au seuil des années 1980, la France connaissait un solde négatif très important dans le secteur des machines-outils qui revêt une importance stratégique fondamentale. Elle dépendait fortement des autres pays industrialisés et en particulier de son voisin allemand. La conséquence sur le plan du commerce extérieur est que la France était (et reste) déficitaire vis-à-vis de ses principaux concurrents impérialistes. Son solde industriel en particulier vis-à-vis de ces pays a toujours été déficitaire depuis 1974. Le repositionnement économique de l'impérialisme français nécessitait des restructurations industrielles, une adaptation de l'appareil de production. C'est pour cette politique que fut porté au pouvoir Mitterrand en 1981 avec l'appui des révisionnistes du PCF. Pour ramener le coût unitaire de production des entreprises à un niveau plus proche de la moyenne européenne, la social-démocratie a procédé d'une part à des licenciements massifs dans la sidérurgie, les mines et l'automobile, à une délocalisation du textile, a fait appel massivement à la robotisation d'autre part. La force de travail issue de l'empire colonial a été touchée en premier lieu par les licenciements massifs, la montée du racisme venant faciliter ces licenciements. Lors de la grève de Talbot en 1982, le Premier Ministre Pierre Mauroy, actuel président de l'Internationale Socialiste, s'est fendu d'une diatribe sur un soi-disant danger « intégriste » en comparant les grévistes immigrés à Khomeiny » (les bases de la stratégie de l'impérialisme Français).

Le « couple » franco-allemand qui s'en est suivi devait aggraver les faiblesses

structurelles de l'impérialisme français décrites ainsi : « Premièrement, en dépit des restructurations mitterrantiennes des années 80 et 90, seule une petite fraction de l'industrie manufacturière française (20%) est aujourd'hui en capacité de se situer en position dominante sur le plan mondial, essentiellement dans des industries de base comme le verre, les ciments et bétons, métaux, caoutchouc et dans quelques industries d'équipement comme l'eau, le matériel électrique et la télécommunication. A noter que ces entreprises françaises sont celles qui ont réussi à préserver un certain contrôle de leur marché intérieur sur lequel s'appuie leur stratégie d'internationalisation. Deuxièmement, si l'internationalisation des firmes françaises s'est accentuée au cours des années 80/90 par le biais d'une progression constante des investissements à l'étranger (principalement dans l'Union Européenne, surtout l'Allemagne, et les USA), toutefois ces investissements concernent surtout les services marchands (pour 47%), l'agroalimentaire, le matériel électrique et la télécommunication. Troisièmement, on peut observer que les filiales de grands groupes allemands, américains et japonais s'emparent peu à peu de pans entiers du marché intérieur français au point qu'ils contrôlent 22% des emplois industriels en France. Ces facteurs déterminent l'évolution pro-maastrichienne d'une fraction aujourd'hui dominante de la bourgeoisie impérialiste française. Ils expliquent en outre que l'impérialisme français n'est pas en mesure de rivaliser avec les Konzern allemands dans la conquête des nouveaux marchés des anciens pays de l'Est. On peut voir une preuve de cela dans l'alignement de l'impérialisme français sur la stratégie allemande de désagrégation de l'Etat yougoslave qui a conduit aux massacres fratricides qui ensanglantent ce pays. Ce qui caractérise donc fondamentalement la stratégie de l'impérialisme français aujourd'hui est sa tendance à s'aligner sur l'impérialisme allemand pour faire face à l'impérialisme américain : telle est la signification de « l'axe franco-allemand », moteur de la construction européenne » (idem).

Aujourd'hui on peut constater que les produits allemands sont réputés de meilleure qualité et

d'un niveau de gamme plus élevé que les produits français, en gros c'est Porsche versus PSA. Qualité et positionnement de gamme sont deux choses différentes. Mais en règle générale les deux vont de pair. Cependant il faut préciser une chose. Il ne faut pas confondre le profit dégagé par produit et le positionnement de gamme. Le profit dégagé par produit vendu peut-être augmenté de deux manières. La première en baissant le coût des éléments nécessaires à la fabrication du produit – sur cette dimension on a vu que l'Allemagne avait su tirer partie de l'outsourcing (délocalisation de la production des éléments à l'Est ou en Chine), la deuxième en augmentant le prix de vente du produit. Mais pour pouvoir augmenter le prix d'un produit ou proposer un prix plus élevé que les concurrents, il faut pouvoir justifier cette stratégie soit par une qualité supérieure, soit par l'innovation, soit par le monopole. La production allemande est réputée plus innovante, de meilleure qualité et de meilleure gamme tout en étant le résultat d'un mouvement de concentration du capital beaucoup plus dynamique. Les trois aspects sont liés en Allemagne et sont le résultat d'une stratégie plus ou moins affichée de domination de la bourgeoisie allemande sur les autres bourgeoisies nationales.

En effet comment expliquer que les bourgeois français s'alarment tant du manque de compétitivité hors-coût de l'économie française (la compétitivité hors coût est la capacité d'une économie à dégager de la valeur ajoutée ou des parts de marchés sur la base de la qualité de la production et de l'innovation) alors que l'on assiste de plus en plus soit à des délocalisations programmées des segments de la production à forte valeur ajoutée de la France vers l'Allemagne soit à des fermetures programmées de sites de production tout aussi innovants mais aboutissant à une production de moindre qualité puisque destinée à des consommateurs moins fortunés appauvris par la crise. L'innovation cela se paie. Si bien que la structure du marché automobile par exemple (en termes de qualité, d'innovation et de positionnement de gamme) reflète la structure socio-économique du pays et l'état des inégalités économiques entre classes sociales. PSA s'effondre et licencie à tours de bras en France en grande partie parce que le

pouvoir d'achat des classes populaires et moyennes s'amenuise. Porsche voit son chiffre d'affaires augmenter même en temps de crise parce que les classes bourgeoises s'enrichissent en temps de crise en France et en Allemagne.

Dans cette période de crise où les restructurations d'entreprises vont bon train, l'Allemagne est en train de tirer son épingle du jeu. Elle pille les segments à forte plus-value des pays anciennement industrialisés et provoque une recomposition de la spécialisation des économies des autres pays. Le fonctionnement du capitalisme financier provoque une relocalisation sur le territoire allemand de segments de production à forte plus-value. L'Allemagne bénéficie, en quelque sorte, de transferts de technologie résultant des investissements publics et privés français qu'elle n'a plus à assumer et qui lui font faire des économies. On comprend dès lors que les dépenses publiques d'investissement (recherche et développement ou formation de capital fixe) soient moins élevées proportionnellement à son PIB qu'en France et que l'Etat allemand soit capable d'être plus "rigoureux" que l'Etat français.

Contrairement aux atermoiements des socialistes et autres libéraux, l'économie française ne souffre pas d'un manque de dynamisme lié à une capacité d'innovation moindre mais de la domination de plus en plus manifeste de l'économie allemande et des multinationales étrangères et d'un appauvrissement généralisé des masses populaires. Diriger l'attention sur le manque de dynamisme en termes d'innovation de la France est un leurre qui masque la dimension essentielle de la crise : l'appauvrissement des masses. C'est diriger les projecteurs vers l'entreprise et laisser dans l'ombre les salariés. C'est faire croire que ce qui génère de l'activité c'est l'« esprit d'entreprise », l'innovation et la créativité des « entrepreneurs » qu'il ne faudrait surtout pas entraver. C'est oublier que l'économie dépend des besoins des producteurs eux-mêmes et de leur pouvoir d'achat. Cependant n'oublions pas que l'appétit des actionnaires étrangers, contrôlant directement ou indirectement, totalement ou en partie les grandes entreprises françaises qui ferment ou délocalisent tout ou partie du

processus de production, ponctionne d'autant les capacités d'investissement des entreprises françaises dont on peut comprendre dès lors qu'elles pâtissent d'un manque d'innovation.

Enfin, la sensibilité des exportations françaises au taux de change de l'euro est largement connue. Entre janvier 2002 et avril 2008, l'euro s'est réévalué de 78 % par rapport au dollar. Conséquence, depuis 2002 cette hausse aurait freiné les exportations françaises à la hauteur de 0,3 point en moyenne par trimestre. Le contraste est manifeste avec l'Allemagne qui, se situant sur des créneaux haut de gamme, est moins sensible aux variations de prix

On notera également que dès le départ dans le processus de « convergence » des taux de change des monnaies nationales qui a conduit à la création de la monnaie unique, l'euro, le deutschemark a toujours été la monnaie de référence et sa valeur. L'euro-deutschemark est depuis le début la monnaie naturelle de l'Allemagne car reflétant sa structure économique et une monnaie ayant une valeur artificielle et surévaluée pour les autres pays qui pour converger ont dû subir et se voir imposer de plus en plus de sacrifices.

Le dynamisme allemand est fondé sur son héritage colonial indirect : les pays de l'Est suite au démantèlement de l'URSS. Indirect puisque fondé sur les institutions et règles européennes en grande partie tenues par l'Allemagne et auxquelles ces pays ont fait droit d'allégeance, bercés par l'illusion d'une Europe construite pour les peuples. On l'a vu la meilleure implantation des entreprises allemandes à l'Est et sa stratégie d'outsourcing lui ont permis d'améliorer sa compétitivité-prix des éléments composant du produit en faisant l'économie des conflits qu'auraient suscité une baisse du coût du travail des ouvriers allemands producteurs de biens manufacturés haut de gamme (biens d'équipements et de consommation). Les patrons français délocalisent dans des pays à faibles salaires, parfois dans ses néo-colonies, tout en ne bénéficiant pas d'une demande de ses produits dans ces pays maintenus dans un état de sous-développement au profit des multinationales françaises. L'Allemagne, quant à elle, s'est donc plus rapidement et plus

efficacement ouverte aux relations commerciales avec la Chine qui est aujourd'hui son deuxième partenaire commercial après la France. Si bien que l'Allemagne profite davantage du développement du niveau global de vie en Chine moyennant des transferts de technologies et peut diriger ses exportations de biens de luxe ou d'équipement (machines notamment) haut de gamme vers la Chine. La stratégie des capitalistes allemands consiste à étouffer la demande de la production de ses concurrents français de produits de moyenne gamme en imposant les conditions de l'austérité tout en profitant des inégalités économiques en France et en ayant un marché-relais de plus en plus important en Asie. Dans ces conditions le carcan libéral européen imposé par le capitalisme allemand dominant contraint le capitalisme français à délocaliser en masse la quasi-totalité de la production industrielle.

Récemment l'Allemagne s'est dite prête à participer à une mission d'appui aux forces armées maliennes, signe de l'entrée en lice de l'Allemagne dans la conquête de l'Afrique. La crise du capitalisme allemand conduit à l'impérialisme allemand concurrent de l'impérialisme français. L'héritage colonial français attire des convoitises.

2.2 Le FN, sous-traitant de l'UE

Autre problème, le fantasme exprimé dans le programme de 2012 d'une reconquête de l'indépendance de la France sous l'égide du FN peut-il être pris au sérieux et le parti fasciste aura-t-il tout le loisir de l'accomplir ? Autrement dit, l'UE laissera-t-elle le parti fasciste réaliser son projet d'indépendance vis-à-vis d'elle ? Rien n'est moins sûr encore une fois. A moins que l'évolution de la crise du capitalisme pousse l'UE à devoir compter sur le parti fasciste français moyennant quelque utilisation de certains éléments du programme fasciste. Et c'est cet angle mort qui pose question.

Le projet du FN aujourd'hui, en regard du stade de développement du système capitaliste, est en grande partie inapplicable, d'un point de vue strictement libéral.

Rappelons que le FN est un parti libéral.⁷ Certes il agite la « sortie » de l'UE. Certes il se présente ainsi comme l'alternative aux partis traditionnels de droite et de gauche pour soi-disant résoudre la crise. Mais il utilise surtout l'appel au divorce seulement comme moyen de ralliement de la grande bourgeoisie (eurocrate) et surtout de duperie électorale des masses populaires. Le FN cherche en réalité l'aval de l'UE – personnifiée par la grande bourgeoisie contemporaine organisée en front à ce niveau - et des marchés financiers.

En outre la France, inscrite dans la mondialisation du capitalisme, est devenue une puissance impériale faible et affaiblie contrainte de se mettre à la remorque d'une puissance impériale plus forte qui, elle, se renforce d'une part au fur et à mesure que l'unité des classes dominantes au niveau européen devient une réalité palpable et d'autre part qui n'a aucun complexe à mener une politique économique considérée comme un « modèle » : l'Allemagne. Cette dépendance relative au profit de l'Allemagne, se réalise sous la forme d'une collaboration - inégale depuis le début - dans un cadre institutionnel élargit : l'UE.

L'UE, à la sen stricte, est un bloc de puissances impérialistes. Cependant, cet ensemble impérialiste demeure relativement plus faible que la puissance impérialiste qui domine le capitalisme mondial : les USA. Si bien que l'UE est elle-même à la remorque des USA. Mais les USA, bien que dominant la chaîne impérialiste, ont besoin de collaborer avec l'UE dans un nouveau cadre institutionnel en cours de construction - le marché transatlantique - et cela a servi, hier, contre l'URSS et le camp socialiste et ressort

7 « Cet Etat stratège doit être au service des entreprises. Il doit peser sur un certain nombre de lois pour libérer, faciliter et simplifier le travail des PME-PMI. » Avant de conclure : « j'ai compris qu'il manquait un chaînon à notre stratégie économique. ». Louis Aliot

http://www.lesechos.fr/20/01/2016/lesechos.fr/021635694214_a_u-fn--les--pro-entrepreneurs--passent-a-l-offensive.htm

« Le Front National est résolument pour l'économie de marché et la libre entreprise ». Jean-Lin La Capelle, nouvel homme fort du FN, ancien grand cadre dans de grandes multinationales comme l'Oréal, et chargé de réorganiser le parti. <http://www.ndf.fr/poing-de-vue/09-12-2015/77234/>

http://www.liberation.fr/france/2016/01/14/jean-lin-lacapelle-un-super-drh-pour-le-fn_1426348

aujourd'hui dans le cadre d'une reconfiguration des forces à l'échelle mondiale sous la forme de la reconstruction d'un monde multipolaire et multi-blocs.

Le capitalisme financier avait besoin de l'Allemagne pour imposer le modèle libéral allemand à l'ensemble des peuples de l'UE. Les gouvernements français avaient besoin de ce nouveau cadre de négociation pour imposer à la classe ouvrière ce qu'ils ne parvenaient pas à lui imposer dans le cadre national et à la régulière en se cachant derrière les traités et la sacro-sainte unité européenne. C'est ce qui fonde le pacte franco-germanique, le traité de Maastricht. Mais à l'intérieur de ce cadre institutionnel élargi la concurrence à la flexibilité tout azimut est rude et l'Allemagne a toujours su donner le « la », avoir deux coups d'avance sur ces partenaires et tirer son épingle du jeu en négociant – par exemple - avec les syndicats réformistes majoritaires dès 1994 (soit 20 ans avant les lois Macron 1 et 2, et 22 ans avant la loi El Khomri par exemple) une baisse des salaires et une dérégulation accrue du marché du travail, les réformes Hartz achevant le travail.

Ainsi, l'impuissance relative des gouvernements bourgeois français à assurer le maintien de la dictature du capital trouve une solution dans le cadre de l'UE, cadre qui permet d'accélérer la libéralisation des économies nationales et de squeezer le processus démocratique (mépris du « Non » au referendum de 2005, neutralisation des modalités d'expression démocratique du peuple relégué au rang d'acteur comme un autre devant la Commission et ses experts « neutres » et en lice dans le « dialogue social » avec le patronat avec d'autres acteurs tels que les lobbies et la « société civile ») au niveau national en remplaçant la démocratie par la « gouvernance », ce qui confère à la lutte pour le maintien de la démocratie – même bourgeoise – au niveau national encore un caractère progressiste⁸.

8 Georgi Dimitrov, *Pour l'unité de la classe ouvrière contre le fascisme*, 13 août 1935 :

« La faute des communistes dans une série de pays, et, notamment, en Allemagne, fut que, méconnaissant les changements survenus, ils continuaient à répéter les anciens mots d'ordre et à rester sur les positions tactiques qui avaient été justes plusieurs années plus tôt, surtout au moment où la lutte pour la dictature du prolétariat portait un caractère d'actualité et

Le système capitaliste en état de crise avancée met les représentants politiques bourgeois et petits bourgeois dans une situation extrêmement tendue. D'un côté les gouvernements nationaux bourgeois cherchent à créer des avantages « compétitifs » pour les entreprises résidentes, en fondant leurs décisions sur des principes d'ordre technique considérés comme « axiologiquement » neutres, quitte à imposer dans leur propre pays une règle ou en affaiblissant l'existant (par exemple la réforme du code du travail dans le cadre de la loi Rebsamen ou la suppression d'un monopole professionnel dans le cadre de la loi Macron 1) pour favoriser les entreprises résidentes au détriment des autres pays. D'un autre côté ces mêmes gouvernements nationaux bourgeois cherchent à trouver des alliances sous la forme de zones monétaires plus ou moins optimales (USA, UE, etc.) en pensant que l'élargissement du cadre économique pourra leur être profitable au niveau national. Cependant la logique de construction d'une zone monétaire optimale implique que les mêmes règles soient respectées par tous les pays qui la constituent. Et, en effet, le capitalisme en élargissant son espace de chasse au niveau mondial, s'est émancipé à bien des égards des cadres nationaux, a mué et a laissé derrière lui sa vieille peau bien que celle-ci lui colle encore :

où, sous le drapeau de la République de Weimar, s'était groupée toute la contre-révolution allemande, comme ce fut le cas en 1918-1920. Et le fait que nous sommes obligés, aujourd'hui encore, de constater dans nos rangs la crainte de formuler des revendications démocratiques positives, prouve tout simplement combien les communistes sont encore loin de s'être assimilés la méthode marxiste-léniniste quand ils abordent des questions aussi importantes de notre tactique. D'aucuns disent que la lutte pour les droits démocratiques peut détourner les ouvriers de la lutte pour la dictature du prolétariat. Il ne sera pas inutile de rappeler ce que Lénine disait à ce sujet :

« Ce serait une erreur radicale de croire que la lutte pour la démocratie est susceptible de détourner le prolétariat de la révolution socialiste, ou de la masquer, de la voiler, etc. Au contraire, de même que le socialisme victorieux est impossible sans réaliser la démocratie complète, de même le prolétariat ne peut se préparer à vaincre la bourgeoisie sans mener une lutte détaillée, conséquente et révolutionnaire pour la démocratie. (Lénine : *Œuvres complètes*, 4^e éd. russe, t. XXII, p. 133-184.) » Ces paroles, tous les communistes doivent se les graver fortement dans la mémoire, en tenant compte que c'est de petits mouvements pour la défense des droits élémentaires de la classe ouvrière que sont sorties, au cours de l'histoire, de grandes révolutions. Mais ce qu'il faut avant tout pour savoir rattacher la lutte en faveur des droits démocratiques à la lutte de la classe ouvrière pour le socialisme, c'est renoncer à la manière schématique d'aborder la question de la défense de la démocratie bourgeoise. »

« Le capitalisme en développement, dit Lénine, connaît deux tendances historiques dans la question nationale. La première : le réveil de la vie nationale et des mouvements nationaux, la lutte contre toute oppression nationale, la création d'Etats nationaux. La seconde : le développement et la multiplication de relations de toutes sortes entre les nations ; la destruction des barrières nationales, la création de l'unité internationale du capital, de la vie économique en général, de la politique, de la science, etc. Ces deux tendances constituent la loi universelle du capitalisme. La première domine au début de son développement, la seconde caractérise le capitalisme déjà mûr et qui va vers sa transformation en une société socialiste »⁹.

Est-ce à dire que le capitalisme s'est affranchi des Etats ? Sur ce point également rien n'est moins sûr parce que le capital pour s'imposer aux peuples et exploiter les travailleurs a besoin de l'Etat. Dans ses conditions, faut-il prendre le projet du Front National au sérieux ?

Oui, il faut le prendre au sérieux si l'on considère que **le FN aura pour tâche d'assurer l'effectivité de la dictature bourgeoise européenne au niveau territorial.**

Cette hypothèse, loin d'être absurde, permet de déjouer les conceptions gradualistes qui, voyant un rapprochement des partis dominants avec le parti fasciste, confondent les partis de la fausse alternance avec le fascisme et empêchent d'entrevoir le saut qualitatif que traduira une éventuelle dilution dans le parti fasciste de la majorité du corps politique toutes tendances confondues, dont la mission historique ne sera pas de reproduire le fascisme de l'entre-deux guerres, mais un fascisme de second rang et sous tutelle. En effet, le parti fasciste se présente toujours comme concurrent critique des « vieux partis classiques » et sociaux-démocrates de la bourgeoisie avant que les cadres de ces partis et des institutions bourgeoises ne basculent pour le rejoindre.



Marine Le Pen et ses homologues fascistes européens : Matteo Salvini (Ligue du Nord, Italie), Harald Vilimsky (FPÖ, Autriche), Marine Le Pen, Geert Wilders (PVV, Pays-Bas) et Geert Wilders (Vlaams Belang, Belgique), à Bruxelles.



Si la situation évoluait dans ce sens, alors le parti fasciste français devra être envisagé comme celui qui aura pour but en France le « maintien artificiel de l'insatisfaction des masses, la permanence du parti »¹⁰... mais aussi la permanence de l'UE comme lieu de décision unique des bourgeoisies coalisées dictant ses règles, comme lieu de reconstitution de l'Etat bourgeois et donc de la dictature de la bourgeoisie à un niveau supranational européen et protégé des masses, comme lieu de mise en place d'un parti unique au fur et à mesure que les franges petite-bourgeoises de la Commission et de l'Assemblée seront liquidées. Si la situation évoluait dans ce sens alors il faudrait considérer que le parti fasciste en France n'est qu'une filiale d'une maison-mère, d'une holding : l'UE. Et que le FN soit une copie du parti national fasciste italien et non du NSPAD parce que celui-ci dirigeait un capitalisme

10 Rappel de la phrase introductive à *Le Programme en 25 points du Parti ouvrier allemand national-socialiste*, programme politique du Parti ouvrier allemand (qui deviendra le 8 août le Parti national-socialiste des travailleurs allemands), tel qu'il a été proclamé le 24 février 1920 à Munich par Adolf Hitler.

9 Lénine. Notes critiques sur la question nationale, tome 20, p.20.

impérialiste qui avait la force de son projet hégémonique.

L'UE en tant qu'institution politique est à la botte du capitalisme financier national et européen et le parti fasciste sera à la botte de l'UE en France. En laissant de côté les

évolutions récentes (Ukraine et Grèce par exemple) qui peuvent alimenter en faits réels cette analyse, nous nous fonderons sur une analyse textuelle afin d'interpréter le projet du Front National, en évitant autant que faire se peut les commentaires frontistes qui ne sont que des diversions.



Minh Tran Long. Proche de Marine Le Pen. Son surnom : « le Tigre ». Dans les rues du Paris des années 1980, Minh Tran Long est connu pour son amour de la castagne. L'ado turbulent délaisse ses études et s'engage dans le militantisme d'extrême droite aux côtés de son frère de deux ans son aîné, Yann, et des activistes de la FANE, un mouvement néonazi.

3. Un projet belliqueux, colonialiste et impérialiste

« Le couronnement de toute la propagande idéologique, de l'action politique et économique du fascisme, est sa tendance à « l'impérialisme ». C'est par cette tendance que s'exprime la nécessité pour les classes dirigeantes industrielles agraires italiennes de trouver à l'extérieur les moyens de résoudre la crise de la société italienne. Elle porte en elle les germes d'une guerre qui sera menée en apparence au nom de l'expansion italienne, mais dans laquelle, en fait, l'Italie fasciste ne sera qu'un instrument entre les mains de l'un des groupes impérialistes qui se disputent la domination du monde ».

La situation italienne et les tâches du PCI (Thèses de Lyon). Antonio Gramsci. 1926).

3.1 Un vaste plan de redressement militaire

Le programme du Front National dans son premier point consacré aux anciens combattants plante le décor :

« Favoriser le souvenir de l'Armée d'Afrique, qui s'est illustrée dans la libération de la France et dans la défense de l'empire afin de faire connaître à la jeunesse de France sa diversité et ses sacrifices cimentés par une fraternité d'armes. Témoigner de la reconnaissance de la communauté nationale à l'égard des Harkis et de leurs familles en rappelant

les services que ceux-ci ont rendus à la France [...] ; réaffirmer notre opposition à toute commémoration du 19 mars 1962 et intervenir énergiquement auprès du gouvernement Algérien pour régler le problème des disparus. »

Cet extrait est une apologie à peine édulcorée du colonialisme et du barbarisme français, apologie de l'empire colonial et haine des lutteurs pour l'indépendance de l'Algérie. Comment peut-on vouloir défendre l'indépendance de la France (et de quel type d'indépendance parle le Front National ? Nous y viendrons bientôt) en refusant aux pays colonisés par la France leur propre

indépendance ? Est-ce à dire que le Front National considère que des pays méritent d'être sous tutelle ? La réponse : oui.

« Parce qu'il ne peut y avoir de grande Nation sans grande armée, notre politique de défense se doit d'être à la hauteur de notre ambition nationale et internationale. Après 40 ans de réduction, la France franchit le seuil critique en deçà duquel l'instrument militaire ne répond plus aux objectifs pour lesquels il fut conçu, la défense de nos intérêts vitaux et pour commencer celle du territoire. Un changement de cap est désormais impérieux. Organiser une Garde Nationale de 50.000 réservistes hommes et femmes, sur l'ensemble du territoire (Outre-Mer compris) et mobilisable dans un bref délai. Reconstituer les filières industrielles de la Défense, notamment en coopération avec certains partenaires européens, y compris la Russie. Un tel effort sera bénéfique pour l'économie du pays et les nombreuses entreprises du secteur. Revenir à un effort de défense suffisant en parvenant progressivement sur cinq ans à 2% du PIB nécessaire à la pérennité des programmes, à la modernisation des matériels et au maintien des effectifs. Au premier rang de nos intérêts dans le monde figure l'intégrité de nos DOM-TOM dans lesquels il est légitime de maintenir une capacité de défense d'au moins un régiment par territoire. Face à la montée en puissance des marines asiatiques, et compte tenu de notre espace maritime (le deuxième après les États-Unis), un effort s'impose quant à nos bâtiments de surface, nos sous-marins d'attaque, et un deuxième porte-avions. »

De quelle ambition « nationale » et « internationale » parle le FN qu'il ne définit pas ? Qui se cache derrière ce « notre » ? L'ambition de qui, pour quels intérêts de classe ? En tout cas cette ambition pour se réaliser a besoin selon le FN du soutien d'une armée « indépendante » de l'OTAN et fortement reconstituée. Le FN considère donc que le réarmement de la France (voire de l'UE hors de l'OTAN) aurait des effets positifs sur l'économie française et sur les entreprises françaises. Le FN compte donc sur une relance de l'économie par le biais d'investissements publics ou privés importants dans le secteur de l'armement :

« En pourcentage du PIB, notre effort de défense n'a jamais été aussi faible. Il est passé de 3,6% à la fin des années 80 à moins de 1,6% aujourd'hui – alors même que le gouvernement multiplie les interventions extérieures, qui engagent 12 500 soldats hors de nos frontières. En 2010, il a imposé une réduction supplémentaire de 3,6 milliards, rendant impossible d'atteindre l'objectif des lois de programmation destinées à maintenir la cohérence

de notre système de forces. Il était prévu 377 milliards sur 2009-2020, il va manquer 25 milliards. Nous désarmons alors que le monde réarme de toutes parts, selon une augmentation moyenne de 6% par an des crédits militaires. Le plan de réduction d'effectifs de 54 000 hommes sur 5 ans (17% des effectifs) limite à 10 000 hommes le contingent opérationnel pour la défense du territoire. Nombre d'équipements et matériels sont en fin de vie, nombre de soldats en fin de contrat ne sont pas reconduits au risque de nous priver d'hommes d'expérience ; les crédits affectés au maintien en condition opérationnelle (MCO) des matériels comme à l'entraînement des forces arrivent à un seuil critique, mettant en danger nos soldats sur le terrain. Après 40 ans de réduction, la France franchit le seuil critique en deçà duquel l'instrument militaire ne répond plus aux objectifs pour lesquels il fut conçu, la défense de nos intérêts vitaux et pour commencer celle du territoire ».

Le FN semble projeter un vaste plan de redressement (militaire) fondé sur la maîtrise de la filière industrielle (de l'armement) depuis son amont jusqu'à son aval¹¹. Pour sortir de la crise économique, le FN compte donc favoriser encore davantage l'expansion du capital – et donc de maintenir le capitalisme et ses contradictions en France – en offrant des débouchés aux grandes entreprises privées dominant le marché de l'armement principalement (outre l'intérêt que porte le FN à la filière chimio-pharmaceutique) et les PME/PMI des filières connectées à la filière de l'armement. Le FN compte soutenir des intérêts privés sur la base de financement public, étant entendu que le FN ne parle aucunement de nationalisation du secteur de l'armement¹² ou de réquisition. Mais ce financement est conditionné au respect de la stratégie définie par le parti fasciste. Or, à budget national constant (et le FN compte être plus austéritaire que les austéritaires UMP/LR et PS¹³), pour produire ou acheter plus

11 Le réarmement allemand : implications industrielles et sociales (1933- 1939)

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/mat_076_9-3206_1997_num_47_1_404262#

12 Cependant la question de la nationalisation de la filière de l'industrie de l'armement est à relativiser, étant donné le haut degré de filiation existant entre l'Etat bras armé de la bourgeoisie et les capitalistes de la filière, bien que la mission régaliennne de sécurité extérieure ait été largement transférée vers l'OTAN, ceci expliquant que les capitalistes de l'armement aient gagné en autonomie par rapport à l'Etat dans le cadre de leur stratégie industrielle et commerciale.

13 «Si l'avertissement pour contenir l'endettement de la France lancé le 5 janvier dernier par le Premier Président de la Cour des comptes Monsieur Didier Migaud n'a pas été entendu

d'armes, il faut produire moins de services publics – et donc continuer de baisser le nombre de professeurs ou de professionnels de la santé ayant le statut de fonctionnaire par exemple¹⁴.

La relance économique que prône le FN se résume donc à booster le complexe militaro-industriel et donc s'inscrit dans la logique actuelle des guerres impérialistes. **Le FN se positionne ici comme le parti de la guerre pour relancer l'économie en crise.**

Le FN s'inspire directement de la stratégie militaro-économique des Etats-Unis dont l'économie dépend fondamentalement du soutien des gouvernements américains successifs au secteur de l'armement. L'argent public (et l'épargne étrangère captée par les Etats-Unis) aux Etats-Unis est dépensé massivement pour soutenir l'investissement en recherche et développement dans ce secteur dont les retombées positives en cascade sur tous les autres secteurs sont mesurables et alimentent la croissance économique actuellement tenue américaine.

Et en effet, la théorie marxiste-léniniste – se vérifiant dans les faits - nous enseigne qu'il existe deux moyens principaux pour retarder l'effondrement du capitalisme, deux moyens d'urgence, deux moyens de court terme, seul horizon temporel du capitalisme : investir dans l'armement et en attendre les retombées « positives » en cascades sur l'ensemble des autres secteurs ou accroître sa maîtrise des coûts des matières premières et des marchés à l'étranger quand l'état des rapports de forces

par le gouvernement qui s'est déjà disqualifié pour résoudre la crise ; moi je ne me contenterai pas, comme l'UMPS ou le Modem, d'annoncer une simple réduction des déficits publics ou l'adoption d'une pseudo « règle d'or budgétaire » qui sera reniée aussi vite que le fut le Pacte de Stabilité et de Croissance (PSC), mais mon ambition est d'aller jusqu'à désendetter la France. » discours de Marine Le Pen. <http://www.frontnational.com/le-plan-de-desendettement-2013-de-la-france/>

14 Extrait du programme de 2012 : « La maîtrise dans la durée de l'endettement public sera inscrite dans une loi cadre qui instaurera à terme l'obligation d'un déficit structurel égal à zéro afin qu'aucune mesure budgétaire ne soit gagée par la croissance. » Plus loin dans son programme, le FN affirme qu'il investira dans les secteurs de l'éducation ou de la santé. Cette proposition est possible mais ne peut se concrétiser que par une remise en cause du statut du fonctionnaire afin d'augmenter les mobilités géographique et fonctionnelle et réduire les coûts de transferts par des baisses de rémunération. A budget constant, le projet de redressement proposé par le FN est également un outil permettant de reventiler les fonds publics vers des secteurs dits « stratégiques » au détriment des services publics assurant les besoins sociaux, éducatifs et de santé.

entre les classes antagonistes ne permet pas au capitalisme financier de réduire comme il le souhaiterait le prix du travail. Les Etats-Unis, en tant que première puissance capitaliste mondiale, en choisissant la première option se permettent, de fait, d'opter également pour la deuxième. Le FN trouve peut-être que le drapeau européen ne comporte pas assez d'étoiles...

Le FN souhaite encore renforcer la collaboration entre l'Etat et les entreprises par la « mise en place d'une Planification Stratégique de la Réindustrialisation directement rattachée au Premier ministre, associant [...] filières industriels et représentants de l'Etat ». Autrement dit la planification permettrait donc de faire coïncider la production d'armement en fonction des besoins des corps d'armée, « service public » menacé par « les Traités et directives qui organisent dans tous les domaines la libéralisation, et privatisent les services publics ». Cette proposition semble être une déclinaison opérationnelle de l'économie de guerre à laquelle semble aspirer ce parti pour lui permettre de justifier un interventionnisme actif de l'Etat dans certains secteurs clés et un renforcement du partenariat entre le secteur public et le secteur privé¹⁵. Partenariat qu'il faut traduire par une allégeance poussée du secteur public aux intérêts capitalistes privés. Cet interventionnisme actif n'est cependant pas un interventionnisme généralisé et systématique. En ce sens, le FN ne peut pas et ne pourra pas se définir comme une force « antisystème » et encore moins « antisystème capitaliste » puisque son projet bénéficiera directement aux intérêts privés capitalistes.

Ainsi l'Etat bourgeois protégera les intérêts des capitalistes de la filière industrielle, lui assurera le bénéfice direct du progrès technique (généré par le réarmement) et donc des profits importants. Pour le reste de l'économie, le FN respectera les règles du marché

15 Idem. « L'innovation pour se projeter dans l'avenir : la coopération en matière de recherche entre acteurs du privé et du public fonctionne mal en France, et notre effort global de recherche et développement est insuffisant »



Marine Le Pen au "Local" d'Ayoub, lors de la première "100 % French Pride" organisée par le site Fdesouche.com, en juin 2008. © Peggy Colin / Rue89



Serge Ayoub (au 1er plan) tracte avec ses militants sur le marché d'Hénil-Beaumont, le 1er juin 2012, à 11h30. © Mathias Destal / Marianne



Les militants de Serge Ayoub, le 1er juin 2012, sur le marché d'Hénil-Beaumont. En rouge, Olivier Vivien. En vert, Sergueï. © Mathias Destal / Marianne



Le même Sergueï au 1er-Mai du FN, en 2013. © Capture d'écran Canal Plus

Car des passerelles existent aussi au sein du service d'ordre des événements du FN. Ainsi, Olivier Vivien (cercle rouge) et Daniel Mack (cercle jaune) jonglent entre leurs prestations d'agents de sécurité pour le Front national et leurs apparitions au sein des JNR :



Olivier Vivien (cercle rouge) et Daniel Mack (cercle jaune) assurent la sécurité du défilé du 1er Mai du FN, en 2012. © Reflexes

Deux semaines plus tard, le 13 mai 2012, les mêmes défilent en effet avec les JNR, à l'occasion du rassemblement traditionnel de l'extrême droite radicale, à Paris.



La une de Salut Public (novembre 2012), le journal de Serge d'Ayoub, où Christian Bouchet apparaît parmi les auteurs.

3.2 Un projet d'expansion territoriale

Le FN met au premier rang de « nos » intérêts la défense de « nos » territoires d'outre-mer, vestiges du passé colonial de la France et qu'elle a préservé des velléités d'indépendance ou de remise en cause de sa domination coloniale et des appétits de conquérants étrangers. On appréciera le vernis vintage du souvenir colonial et la prétention du FN à se hisser au rang des USA en matière de domination. Pourquoi en faire une priorité de défense nationale ? Parce que ces territoires d'outre-mer pourraient être autant de miradors et de plateformes stratégiques permettant de contrôler « notre » espace maritime, le plus grand après celui des Etats-Unis :

« Au-delà de sa seule dimension militaire, la politique de la mer, sera, pour la France de demain, une priorité absolue. Les sources d'énergie, mais aussi d'alimentation du futur sont dans les mers et les océans. Les enjeux de souveraineté maritime de l'Arctique jusqu'à l'Antarctique, vont se radicaliser, d'où le caractère crucial d'une puissante flotte de guerre française. Nos territoires d'outre-mer, notre tradition de droit international, nous prédisposent à devenir une puissance de médiation dans le domaine maritime. »

En outre le FN – décryptant les agissements des autres pays à travers son propre programme et son idéologie – ne peut prêter nécessairement qu'à la Chine des aspirations « guerrières et impérialistes ». De la défense de l'existant, il s'agit donc bien de passer à la défense « par la guerre » d'un espace qu'il s'agit d'utiliser de manière exclusive. Voilà semble-t-il l'ambition nationale et internationale que prête à la France le FN. L'ambition du FN, c'est la guerre.

« Nous exigeons de la terre et des colonies pour nourrir notre peuple et résorber notre surpopulation ».

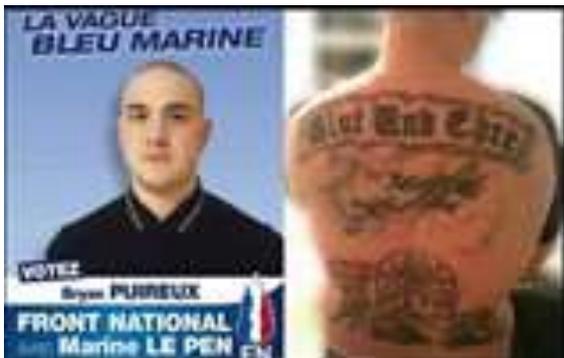
Cette proposition n'est pas du FN. C'est la proposition 3 de Le Programme en 25 points du futur NSPAD. La similitude n'est-elle pas flagrante ? Le FN ne nous peint-il pas un avenir proche où les Français devraient se battre pour garder leur pré carré, leur espace maritime, espace riche en ressources énergétiques et alimentaires, que nous convoiteraient d'autres nations, dans un



Olivier Vivien (cercle rouge) lui aussi avec les JNR, le 13 mai 2012. © Reflexes



Daniel Mack (cercle jaune) avec les JNR le 13 mai 2012. © Reflexes



monde fini où la loi est celle de la survie du plus fort ? Le « besoin d'aire » de Laurence Parisot, ex-présidente du Medef, est décliné ici en programme guerrier par le FN. Voilà ce qui peut fortement intéresser, le moment venu, la bourgeoisie organisée en front au niveau européen pour prêter son soutien au parti fasciste.



On comprend mieux pourquoi le FN prône l'indépendance de la France à l'égard de l'OTAN. Le FN veut « dénoncer »¹⁶ (rappelons que dénoncer n'est pas sortir de) l'OTAN non pas pour permettre à la France de s'émanciper de l'influence impérialiste hégémonique des Etats-Unis et de construire des relations économiques pacifiques et équitables avec d'autres Nations, mais pour assouvir ces projets d'expansion et conquérir un espace vital (« nos intérêts vitaux », « notre espace maritime ») dans l'intérêt de l'économie (capitaliste) française et de la « France » oublieuse de son glorieux passé de conquérante.

Pour le FN, il est nécessaire de pouvoir s'appuyer sur une armée nationale et sortir du carcan militaire transatlantique dirigé par les Etats-Unis. Le FN veut « dénoncer la participation au commandement intégré de l'OTAN » pour que la France soit mieux en capacité de faire la guerre – en toute indépendance – dans l'intérêt des « intérêts vitaux » (protéger les marchés) ... des entreprises françaises. Cependant, le FN ne s'interdit pas de s'allier avec d'autres partenaires européens¹⁷. D'un point de vue

¹⁶ Extrait du programme de 2012. « Recentrer nos stratégies et assurer notre indépendance. Il faut que la France soit en mesure de défendre par elle-même ses intérêts et de garantir sa sécurité. Pour cela, il faut dénoncer la participation de la France au commandement intégré de l'OTAN. »

¹⁷ Idem. « Reconstituer les filières industrielles de la Défense, notamment en coopération avec certains partenaires européens, y compris la Russie. Un tel effort sera bénéfique pour l'économie du pays et les nombreuses entreprises du secteur. »

militaire, le FN n'a donc aucunement l'ambition de se libérer également de l'Europe et ne veut pas remettre en cause la structure du marché de l'armement puisque certains partenaires européens pourraient continuer d'exploiter leur segment du marché¹⁸.



Economie militarisée et priorité dans la production d'armement, n'était-ce pas la solution organisée par ... Hitler quand il accédait au pouvoir ? La défense de l'espace vital n'a-t-elle pas été également l'élément propagande décrit dans Mein Kampf ? Les économistes nazis ne sont-ils pas directement inspirés de Friedrich List, économiste allemand du 19^{ème} siècle, qui a été l'un premier penseurs allemands à théoriser le *Zollverein* ? Le redressement du taux de profit des entreprises nationales par l'économie de guerre et déjà ancienne (Allemagne), par une économie de guerre masquée ou sous-traitée (Etats-Unis) est plus récente. Mais celui du FN est particulièrement naïf, voire – dans le texte et maintenant – has been.

Ainsi le FN veut redonner à la France les moyens d'assurer un impérialisme à visage découvert fondé sur les vestiges du passé colonial de la France et de ce point de vue propose une vision de l'avenir et des perspectives complètement réactionnaires, à contre-sens de la roue de l'Histoire, du moins

¹⁸ On notera la communauté de vue entre le programme de 2012 et les représentants politiques des bourgeoisies europhiles : Table 3-Vers une stratégie de défense européenne <https://www.youtube.com/watch?v=UvSH5a4po5M>

Dans les modalités concrètes contemporaines de l'impérialisme. Le FN veut faire retourner l'économie française à l'époque du capitalisme français colonial, à l'époque où la France était une puissance impérialiste de premier ordre. Car pour redonner à la France la place qu'elle avait au 19^e siècle, il faudrait soumettre les travailleurs sur le territoire français au droit social du 19^e siècle, autrement dit au droit brut de décoffrage du capital¹⁹. Voilà à quel projet ce parti veut soumettre la force de travail des salariés sur le territoire français

Le FN exprime ici un pur fantasme. Mais suggère aux multinationales et aux firmes internationales françaises – et de toute nationalité d'un point de vue juridique d'ailleurs – que lui, le FN, est meilleur défenseur que le PS et l'UMP/LR de leurs intérêts à l'étranger face à leurs concurrents directs. Les firmes multinationales ont besoin de gouvernements qui se plient à leurs diktats, que ces gouvernements soient fascistes ou pas. Le FN ne fait ici que se prévaloir d'une originalité - que ses concurrents des partis de la droite et de la gauche du capital lui conteste dans le contexte de la mondialisation capitaliste - de se présenter comme le seul parti qui peut permettre à la France de retrouver son « indépendance et sa grandeur impériale du passé ».

En réalité, ce fantasme d'un retour à l'empire colonial et cette volonté d'indépendance à l'égard des USA ne peut s'envisager que dans le cadre d'une participation et d'un soutien français à l'UE impériale



19 Extrait du programme de 2012 : « Une grande réforme des syndicats sera mise en œuvre avec comme objectif principal d'assurer une meilleure représentations des salariés. Le monopole de représentativité institué après la Libération sera supprimé, et les modalités d'élections des représentants des salariés seront revues. Des syndicats plus représentatifs travailleront mieux à la réelle défense des intérêts des salariés : ils seront en effet plus à même d'entrer dans des logiques de concertation constructives et moins tentés de recourir à un rapport de forces (grève, manifestation) pour pallier leur manque de légitimité. »

4. Durcir l'appareil d'Etat bourgeois

« Le fascisme dit aujourd'hui qu'il veut conquérir l'État, il dit en même temps vouloir devenir un phénomène essentiellement rural. Il est difficile de comprendre comment ces deux affirmations peuvent aller de pair. Pour conquérir l'État, il faut être capable de remplacer la classe dominante dans les fonctions qui ont une importance essentielle pour le gouvernement de la société. En Italie, comme dans tous les pays capitalistes, conquérir l'État signifie avant tout conquérir l'usine, avoir la possibilité de l'emporter sur les capitalistes dans la direction des forces productives du pays. Ceci peut être fait par la classe ouvrière, ce ne peut être fait par la petite bourgeoisie qui n'a aucune fonction essentielle dans le domaine de la production et qui, au sein de l'usine, en tant que catégorie industrielle, exerce essentiellement une fonction policière qui n'est pas productive. La petite bourgeoisie ne peut conquérir l'État qu'en s'alliant à la classe ouvrière, qu'en acceptant le programme de la classe ouvrière, c'est-à-dire en acceptant de remplacer le Parlement par le système des Soviets dans l'organisation de l'État et le capitalisme par le communisme dans l'organisation de l'économie nationale et internationale.

La formule « conquête de l'État » est vide de sens dans la bouche des fascistes, ou alors elle ne peut signifier qu'une chose : inventer un mécanisme électoral qui donne toujours et à tout prix la majorité parlementaire aux fascistes. La vérité est que toute l'idéologie fasciste est une baliverne, tout juste bonne pour occuper les « balilla ». C'est une improvisation d'amateurs qui a pu, autrefois, à la faveur des circonstances, faire illusion sur les militants de base, mais qui est aujourd'hui vouée à crouler sous le ridicule chez les fascistes eux-mêmes. Le seul résidu actif du fascisme, c'est l'esprit de corps militaire, cimenté par la menace d'un déchaînement de la revanche populaire : la crise politique de la petite bourgeoisie, le passage de l'écrasante majorité de cette classe dans les rangs des oppositions, la faillite des mesures générales annoncées par les chefs fascistes peuvent réduire notablement l'efficacité militaire du fascisme, ils ne peuvent pas la réduire à néant. »

La crise italienne. Antonio Gramsci. 1924

4.1 La rhétorique de « l'Etat fort »

Dans son troisième alinéa intitulé « Etat fort (Bâtir l'Etat stratège) » le programme du FN dit :

« Totalement désarmée par trente d'ans d'inaction et de reculades face à la mondialisation, la France doit revenir dans le jeu des Nations. En raison de notre histoire nationale, c'est naturellement l'Etat qui sera le fer de lance de ce réarmement de la France : un Etat fort capable d'imposer son autorité aux puissances d'argent, aux communautarismes et aux féodalités locales. »

Un programme de parti politique ne s'écrit pas à la légère, chaque mot est soigneusement choisi, pesé. On ne peut pas s'excuser d'avoir dit « des mots qui dépassent la pensée ». Un texte figé et écrit de manière posée fait quasiment force de loi dans les têtes qui y adhèrent. Chaque mot est une balance entre les objectifs internes du parti et ce que la société à un moment donné est capable d'entendre et d'accepter. Mais un programme politique participe d'une stratégie de conquête du pouvoir et contient donc des éléments, des mots, dont la sémantique précise ne laisse que peu de doute sur les réelles intentions qu'ils préfigurent. Ces éléments de langages sont des

gages donnés aux initiés afin de les rassurer sur les intentions réelles du parti, sont autant d'éléments permettant de réactiver la connivence. Par contre, l'ambiguïté des oppositions – parce qu'elles ne sont pas précisément définies - utilisées comme « mondialisation contre nation », « réindustrialisation contre délocalisations » ou « puissant lobby des banques d'affaires et intérêt général », a pour fonction d'attirer le tout-venant déçu des autres partis politiques et d'orienter les sympathisants en leur offrant une grille de lecture rassurante et qui corresponde à leur degré de conscience conditionnée par l'influence de l'idéologie dominante bourgeoise et leur degré d'éloignement des luttes, des analyses scientifiques et des idées progressistes. Ces « oppositions » sont une récupération, tout au moins en partie, de positions défendues par le PCF mais aujourd'hui abandonnées par sa direction sociale-démocrate.

Le FN, comme on l'on vu, se propose de « réarmer » la France, que ce soit l'Etat qui soit le « fer de lance » de ce réarmement²⁰, mais

20 Extrait du programme de 2012 : « Quand l'Union européenne échoue et s'entête à suivre la mauvaise direction, quand la région est trop petite, l'Etat est en mesure de s'appuyer

que cet Etat soit un Etat « fort ». Le champ lexical guerrier n'est pas utilisé seulement pour nourrir la métaphore.

Le FN déplore, comme il déplore les « trente ans d'inaction et de reculades face à la mondialisation » de la France « totalement désarmée », que même « l'Union européenne échoue et s'entête à suivre la mauvaise direction, quand la région est trop petite ».

« Quand la région est trop petite, l'Etat est en mesure de s'appuyer sur les forces vives de notre pays pour être le fer de lance de la réindustrialisation et du redressement national. »

Que signifie cette opposition entre Etat et régions, lesquelles sont exclues des « forces vives » ? Elle signifie que la région n'est pas un niveau de résistance contre la « mondialisation », non pas du fait de sa petite taille, mais parce que la population est soumise à l'influence des « barons » UMPS, à leur inaction ou plutôt à leur action orientée dans la défense de leurs intérêts personnels et de leurs réseaux d'influence. Elle signifie que pour sortir la France de la situation d'échec dépeinte par le FN, il faille s'appuyer sur la gestion d'un corps qui ne relève pas de la compétence de la région. Ce corps, soyons clair, c'est surtout l'armée, « forces vives de notre pays » ou tout autre corps constitué (« Organiser une Garde Nationale de 50.000 réservistes hommes et femmes, sur l'ensemble du territoire, Outre-mer compris », et mobilisable dans un bref délai.), ne cherchons pas plus loin. Et cette proposition coïncide avec certaines revendications actuelles des fonctionnaires des armées et de la police qui, rappelons-le, sont de plus en plus tentés par le vote FN²¹.

On peut donc compter sur le FN pour réarmer totalement la France. On peut compter sur le FN pour réarmer l'Etat bourgeois en France. On notera au passage que le FN suggère un lien de causalité entre le processus de construction européenne et la fragmentation des Nations en régions (ce lien n'est pas dépourvu de toute réalité).

sur les forces vives de notre pays pour être le fer de lance de la réindustrialisation et du redressement national. »

21 [Le vote FN explose chez les policiers et les militaires.](http://www.lesechos.fr/08/01/2016/lesechos.fr/021606314542_1e-vote-fn-explose-chez-les-policiers-et-les-militaires.htm)
http://www.lesechos.fr/08/01/2016/lesechos.fr/021606314542_1e-vote-fn-explose-chez-les-policiers-et-les-militaires.htm

Si l'Union européenne avait été dans la bonne direction – la direction du FN –, si elle avait été dirigée de la bonne manière – celle à laquelle aspire le FN à savoir « l'Europe des patries »²² – il est évident que le FN n'aurait rien eu à ajouter. Le FN, dans son programme, ne s'oppose fondamentalement pas à une Union européenne – pourvu que ce cadre permette aux partis d'extrême droite d'alimenter leur influence idéologique nationaliste bourgeoise pour mieux masquer les mouvements souterrains du libéralisme bourgeois. En fait le véritable reproche du FN à l'UE est qu'elle ne « protège » pas le capitalisme Français face à ses concurrents. Il ne s'agit donc pas vraiment d'en sortir, mais de se servir de la critique de « l'Europe » pour renforcer les positions du capitalisme national. Quant au niveau régional, trop petit, il est logique que le FN ne veuille pas le défendre étant donné sa faible implantation locale (évolutive, ce qui laisse présager des changements de positions ultérieures du FN) – bien qu'il soit contraint actuellement dans sa stratégie de conquête du pouvoir de ne pas s'isoler pour participer au jeu électoral.



De gauche à droite : Nick Griffin, Jean-Marie Le Pen, Udo Voigt et Roberto Fiore.



22 <http://www.frontnational.com/2016/04/voyage-de-marine-le-pen-en-roumanie-leurope-des-patries-est-en-marche/>

Le FN est amer vis-à-vis de l'Europe car ce processus de décentralisation a été conduit par ces mêmes partis qui l'ont mis en œuvre, ces partis, considérés comme des traîtres, qui ont vendu aux Français cette Union européenne :

« [...] Cheval de Troie de la mondialisation ultralibérale [et ses] Traités européens [qui] imposent depuis le Traité de Maastricht le dogme de la concurrence libre et non faussée, interdisent par idéologie les aides d'Etat à nos entreprises, ainsi que toute forme de protection aux frontières internes de l'UE, mais aussi externes. En bref, toute forme de patriotisme économique. Une décentralisation non maîtrisée d'abord (lancée en 1981 et accentuée en 2004) a privé l'Etat de compétences stratégiques : transports régionaux, routes nationales, action économique notamment. Beaucoup, parmi lesquels nombre d'élus locaux, jugent que nous sommes allés trop loin dans le transfert de compétences ».

Ces élus locaux critiques – évidemment – ce sont ceux du FN mais également ceux du PCF essentiellement. Le FN, en ne précisant pas la couleur politique de ces élus, s'approprie la critique de la décentralisation et veut faire croire qu'il serait à l'avant-garde de la contestation. Mais le plus important dans cet extrait, c'est que les seuls transferts de compétences qui posent problème au FN ce sont les transferts de compétences en matière de transports et de réseaux routiers. L'action économique est une catégorie trop vague, mais c'est parce qu'elle est vague qu'elle suggère un lien de causalité direct entre l'action économique et l'état des infrastructures routières. Cette contradiction entre des éléments concrets – transports régionaux et routes nationales - et un concept vague mais suffisamment évocateur de son pouvoir de transformation – l'action économique - oblige le cerveau à établir un lien entre les deux éléments afin de créer du sens. Et le sens escompté par le FN, c'est que l'Etat doit reprendre la main sur le secteur des transports et des communications notamment qui sont des compétences « stratégiques ».



Le FN s'enorgueillit d'avoir dénoncé le processus de décentralisation qui a conduit à la constitution de « féodalités locales », à des baronnies²³ qui – étiquetés PS jusqu'à l'UMP/LR – peuvent renforcer leur influence et leur pouvoir sur les populations et au sein même de leur parti respectif en faisant jouer le poids qu'ils pèsent au niveau local. Le FN surfe ici sur l'utilisation de plus en plus visible des « régions » par l'UE avec l'aide de la droite et le PS pour démembrer l'Etat national. L'attachement du parti fasciste pour l'Etat capitaliste national est donc partie prenante de sa stratégie de conquête du pouvoir.

Le FN veut créer un « Etat fort qui impose son autorité aux féodalités locales » et contraindre les barons locaux à ne plus pouvoir assumer les missions transférées aux collectivités territoriales par :

« - la « Baisse de 2% des dotations de l'Etat aux conseils généraux et conseils régionaux, assortie d'une interdiction législative d'augmenter les impôts locaux pour les collectivités concernées ;

23 Extrait du programme de 2012 : « La décentralisation, « processus structurellement coûteux » pour reprendre les mots de Philippe Séguin alors Premier président de la Cour des Comptes, a consisté en une multiplication de chefferies, dirigées par des routelets entourés d'une cour pléthorique. Les régions se prennent trop souvent pour de petites républiques, se dotant de services multiples dont l'intérêt pour les citoyens suscite de légitimes questions. Une concurrence malsaine se développe sur les territoires, au détriment des agents et des usagers, perdus dans le maquis des compétences croisées. Loin de ménager l'argent des contribuables, le développement autoritaire et bureaucratique de l'intercommunalité conduit à la multiplication des postes de fonctionnaires, recrutés parfois dans des conditions douteuses alors que les maires ruraux et les conseillers municipaux, bénévoles ou chichement indemnisés, se trouvent de fait écartés. [...]. L'anémie organisée de l'Etat s'accompagne d'un effritement du sens de l'intérêt général parmi les élites administratives, et plus encore politiques. De nombreux hauts responsables agissent selon des valeurs qui ne sont plus celles du sens de l'Etat. N'ayant plus foi en leur propre pays, les dirigeants politiques ont organisé la sélection d'élites administratives qui trop souvent n'ont plus vraiment foi en l'Etat. Nous en appelons au retour du sens de l'Etat, à l'esprit de ses grands commis, à la culture des hussards noirs de la République, à la passion du bien public qui continue d'animer la conduite de nombreux agents publics, œuvrant souvent dans la discrétion, mais avec la farouche volonté de servir l'intérêt général. »

- le Transfert progressif à l'Etat des compétences relatives aux transports régionaux et à l'action économique ;
- la Suppression de la clause générale de compétence ;
- la Suppression de l'obligation de participer à une intercommunalité et l'audit obligatoire des dépenses des intercommunalités par les Chambres régionales des Comptes la première année du mandat ;
- le Rétablissement du contrôle de légalité a priori de l'Etat sur les engagements de dépense supérieurs à un pourcentage du budget annuel de la collectivité territoriale qui sera défini par une loi ».

Les Barons locaux sont prévenus, le possible usage de la force en incitera plus d'un à prêter allégeance au parti fasciste. Leur résistance est d'ores et déjà condamnée. Car le parti fasciste a vocation à mater les effets des contradictions de classes au niveau national générées par la concurrence interrégionale exacerbée par l'impératif de la gestion de la dette publique et la dictature économique et politique au niveau européen.

Sachant que l'Etat ne respecte pas son obligation de versement aux collectivités locales des fonds dus à proportion (à minima) des missions qu'elles doivent mener aujourd'hui à sa place, le FN programme ainsi une austérité accrue dont ne pâtiront pas les barons locaux évidemment mais bien les populations. Le FN se sert et se servira de la critique de la décentralisation, dont il n'a pas bénéficié pour élargir son influence au niveau local, pour appauvrir davantage les ménages tributaires pour survivre des prestations sociales, des soins gratuits, de l'enseignement public par exemple ou de les rendre accessibles sous conditions. En orchestrant l'austérité et en la masquant derrière le constat d'« un creusement des inégalités entre les territoires et les Français, une complexité accrue de la décision publique, une corruption aggravée, et la reconstitution de féodalités locales dépendantes au détriment d'un Etat stratège » le FN contribue – et contribuera davantage s'il accède au pouvoir - au mécontentement populaire et travaille soigneusement à sa présentation comme le seul parti soucieux des problèmes et des intérêts des masses.

En outre, le FN se dit garant de l'intérêt général, de l'éthique et de l'ethos des représentants de l'Etat et condamne une noblesse d'Etat dépravée, dispendieuse et

décadente dans la continuité de la rhétorique particulièrement mussolinienne fasciste des années 20²⁴ qui attire de plus en plus de jeunes énarques qui commencent à oser franchir le pas du vote fasciste ²⁵. Le FN s'affiche amer vis-à-vis de ces partis qui, concomitamment et de façon de plus en plus systématique, ont joué la carte de la menace pour la République qu'est le parti fasciste à mesure qu'ils œuvraient – à coups de transferts de compétences de l'Etat vers les régions et l'UE, de gestion de plus en plus austérite et autoritaire des réalités nationales – à faire de l'Etat national une coquille vide, un drap ne reposant de plus en plus que sur des considérations morales qui lui donnent encore une forme visible et à réduire la République bourgeoise à sa fonction régaliennne originelle, sa fonction de bras armé de la bourgeoisie pour mater, dans la loi et dans la chair, les travailleurs.

Aujourd'hui, vu l'ampleur des abandons de la souveraineté par la direction du PCF dans le sillage des partis traditionnels de la bourgeoisie (droite et PS), vu la capitulation de l'Etat comme outil d'expression totale de la souveraineté bourgeoise, orchestrée par en haut (Bruxelles) et voulu en bas (régions), l'UMP/LR et le PS se trouvent de plus en plus faibles pour défendre l'illusion d'une neutralité républicaine et étatique. L'idée se fissure d'un Etat neutre, d'un Etat « au-dessus » des classes antagonistes en présence.

Ce mouvement de tiraillement douloureux s'accompagne d'une contradiction importante dont tire parti le parti fasciste cherchant à exister, à prendre corps même s'il doit pour cela se mettre dans la peau d'un cadavre ressuscitant. Cette contradiction est celle qui existe entre d'une part la sensation encore majoritaire chez les travailleurs que l'Etat sert et doit servir encore à quelque chose, que c'est encore à ce niveau que leur destin se décide et que la vie démocratique à encore un sens

24 Soudain, *le fascisme. La marche sur Rome, l'autre révolution d'Octobre*. Emilio Gentile. 2015
<https://books.google.fr/books?id=3mLbCgAAQBAJ&pg=PT72&pg=PT72&dq=Mussolini+contre+la+d%C3%A9cadence+de+l%27%C3%A9tat&source=bl&ots=K-3h6NmT0J&sig=3g58O6AVdCe6CcApsNt93GjfShg&hl=fr&sa=X&ved=0ahUKewj675vp6pTQAhVFAxoKHZbUBisQ6AEIITA B#v=onepage&q=Mussolini%20contre%20la%20d%C3%A9cadence%20de%20l%C3%A9tat&f=false>

25 Les constantes du vote Front National. Nonna Meyer. 4 octobre 2016

s'agissant des élections présidentielles et législatives et d'autre part la dynamique réelle qui vide l'Etat de sa consistance sociale pour n'en faire en réalité qu'un Etat-sécuritaire au profit de la bourgeoisie qui s'en sert localement pour imposer sur un territoire national les intérêts qu'elle dicte dorénavant en grande partie (92 % des lois nationales sont des transpositions de directives européennes) d'un niveau supérieur, d'un étage au-dessus et qui la met à distance de la démocratie : l'UE. L'alliance des bourgeoisies Européennes opère à partir d'institutions qu'elle contrôle intégralement : les institutions européennes.



Sur Jean Lin Lacapelle, ex-GUD et ex-responsable des jeunes nationalistes. Dans l'optique de professionnaliser les cadres du parti frontiste, cet ancien directeur commercial chez L'Oréal a pour mission d'écartier les candidats sulfureux aux élections locales. Dans un communiqué du 7 janvier 2016 (le blog Droites extrêmes avait vendu la mèche la veille), Nicolas Bay, secrétaire national du Front national, a annoncé l'arrivée dans l'organigramme du FN d'un nouveau secrétaire national aux fédérations et à l'implantation, Jean-Lin Lacapelle, vice-président du groupe FN au conseil régional d'Ile-de-France, qui devient ainsi secrétaire général adjoint. Une nomination logique pour ce proche de Marine Le Pen, mais qui est aussi un grand copain de Chatillon et Loustau, peuvent s'ils en étayent que les anciens du GUD qui n'ont rien renié de leurs idéaux de jeunesse, antisémitisme en tête, sont toujours en bonne place au sein de la direction du FN...

En tant que niveau intermédiaire entre Bruxelles et les régions, en tant que corps intermédiaire semblant disparaître sous nos yeux, sous les forces du démantèlement, l'Etat ne semble plus qu'un enjeu de réelle conquête que pour le parti fasciste. Le FN se présente – ou est présenté comme tel - comme étant le seul à pouvoir combler le vide laissé entre le « haut » et le « bas », le seul à pouvoir redresser l'Etat et le défendre contre des supposées menaces externes et internes, répondre encore aux espérances et aux croyances des travailleurs désabusés et

désespérés. Le FN peut donc progressivement s'emparer de ce désir, de cet affect, mais aussi de cette réalité, dont il fera évoluer le contenu en le solidifiant au fur et à mesure s'il parvient à bâtir son « Etat fort », en réalité la dictature ouverte de classe. Le parti fasciste a pour fonction de contrôler les contradictions au niveau national alimentées à partir des institutions européennes. Mais n'oublions pas les mots d'Engels rappelés par Lénine dans son *Etat et la révolution* :

« L'État, dit Engels en tirant les conclusions de son analyse historique, n'est donc pas un pouvoir imposé du dehors à la société ; il n'est pas d'avantage « la réalité de l'idée morale », « l'image et la réalité de la raison », comme le prétend Hegel. Il est bien plutôt un produit de la société à un stade déterminé de son développement ; il est l'aveu que cette société s'empêtre dans une insoluble contradiction avec elle-même, s'étant scindée en oppositions inconciliables qu'elle est impuissante à conjurer. Mais pour que les antagonistes, les classes aux intérêts économiques opposés, ne se consomment pas, elles et la société, en une lutte stérile, le besoin s'impose d'un pouvoir qui, placé en apparence au-dessus de la société, doit estomper le conflit, le maintenir dans les limites de l'« ordre » ; et ce pouvoir, né de la société, mais qui se place au-dessus d'elle et lui devient de plus en plus étranger, c'est l'État ».

4.2 Un Etat raciste

Pour le FN, l'Etat doit être un « Etat fort ». L'« Etat fort vise plusieurs objectifs essentiels à la prospérité de notre pays et du peuple français », parmi lesquels « le respect des valeurs républicaines face aux féodalités locales et aux communautarismes. »

Ce respect des valeurs républicaines et étatiques passe pour le FN par le « rétablissement du principe d'égalité et de méritocratie : bannissement des pratiques de discrimination positive dans tous les secteurs de la société (école, université, entreprise, administration) ». Autrement dit le FN projette d'étouffer dans l'œuf les conquêtes sociales et démocratiques collectivement obtenues par les travailleurs en matière de réduction des inégalités socio-économiques dont souffre les classes populaires et de plus en plus - à mesure que la crise produit ses effets - les classes moyennes...tout en feignant de lutter contre « le sentiment de déclassement minant

les catégories populaires et les classes moyennes²⁶ ».

Le FN conçoit donc la méritocratie et l'égalité comme le résultat de caractéristiques purement individuelles. Ceux et celles qui ne « réussissent » pas ne doivent pas être aidés davantage. Ceux et celles qui ne réussissent pas ne doivent s'en prendre qu'à eux-mêmes ou à leurs parents, à leur ascendance même la plus lointaine et la plus « étrangère ». C'est l'individualisme anti-social caractéristique de la société bourgeoise poussé à son paroxysme. Mais le FN ne vise pas n'importe qui. Il vise directement ceux qui, parmi les classes populaires, souffrent davantage de discrimination et de conditions de vie dégradées et qui sont présentés par lui faussement comme ayant l'exclusivité du bénéfice des subsides publics : les fils et filles d'immigrés issus des anciennes colonies françaises. Le FN en définissant de la sorte les principes d'égalité et de méritocratie trouve les moyens de justifier le recours à encore plus d'austérité, à encore plus d'économies budgétaires aux niveaux national et local et radicalise les mécanismes de l'exclusion.

La « préférence nationale » si elle est gravée dans la constitution sera la lame permettant de trancher, de saucissonner et de faire tomber les morceaux au fur et à mesure que l'assiette diminue. Le FN, c'est l'austérité²⁷. Le FN, c'est l'aggravation des reculs sociaux d'une société fondée sur l'inégalité, l'oppression des minorités et l'exploitation de classe. D'arme de division massive des travailleurs, le racisme devient ici

26 Extrait du programme de 2012 : « Le chômage de masse qui frappe la France depuis maintenant plus de 30 ans a des conséquences désastreuses qui débordent largement le champ économique : il alimente le sentiment de déclassement minant les catégories populaires et les classes moyennes, il est un puissant facteur de désintégration sociale et d'amenuisement de la valeur travail, il influe négativement sur l'esprit entrepreneurial, et il nourrit également les tensions au sein de la société, contribuant ainsi au développement de l'insécurité. »

27 Idem : « L'endettement de la France est un péril national. Sans changement de cap vigoureux et sans efforts dans la durée, la dette publique atteindra mécaniquement 110% du PIB en 2020 soit le niveau actuel de la dette des pays en crise comme l'Italie. La France est dans une situation de grande vulnérabilité vis à vis de ses créanciers. Les institutions financières françaises ont délaissé le placement de l'épargne des Français vers la dette de l'Etat. En 2011, la part de notre dette détenue par des étrangers atteint 67%, ce qui rend la France particulièrement vulnérable à une crise de la dette externe. »

une arme de destruction massive des conquits sociaux et démocratique de tous.

Comment ne pas remarquer une certaine similitude avec l'esprit de la proposition 20 de Le Programme en 25 points du NSPAD :

« L'extension de notre infrastructure scolaire doit permettre à tous les Allemands bien doués et travailleurs l'accès à une éducation supérieure, et par là à des postes de direction. Les programmes de tous les établissements d'enseignement doivent être adaptés aux exigences de la vie pratique. L'esprit national doit être inculqué à l'école dès l'âge de raison (cours d'instruction civique). Nous demandons que l'État couvre les frais de l'instruction supérieure des enfants particulièrement doués de parents pauvres, quelle que soit la classe sociale ou la profession de ceux-ci. »

Il ne s'agit pas d'aider à réduire les inégalités sociales par plus de discrimination positive, et donc d'égalité, mais de sélectionner les éléments « naturellement » doués et travailleurs. Les autres peuvent toujours en vouloir à leurs gènes ou subsumer la honte de soi en sentiment d'infériorité et donc de soumission aux maîtres. Voilà pourrait-on dire la conception de la méritocratie d'Hitler. Voilà ce que le FN ne s'autorise pas encore à dire dans son programme de 2012.

Le FN par cette proposition espère également poursuivre son avancée parmi les classes moyennes effrayées par la peur du déclassement²⁸

Pour assurer le respect des valeurs « républicaines » vues par le FN, l'« Etat Fort » veillera à l'« application ferme sur l'ensemble du territoire national de la loi de 1905 de défense de la laïcité ». « Cette loi ne doit pas être modifiée » précise le FN mais doit être renforcée par la « mise en place d'un ministère de l'Intérieur, de l'Immigration et de la Laïcité ». La laïcité est évoquée ici comme prétexte pour la propagande islamophobe aggravée bien connue du FN. Le FN promet un retour à la Nation Française « blanche et chrétienne » du 19ème siècle en niant carrément l'évolution du peuplement au cours du 20ème siècle qui fait

28 Pourquoi ils votent FN. Laurent Jeanneau *Alternatives Economiques* n° 332 - février 2014

de la France d'aujourd'hui une Nation multicolore, multiculturelle et multireligieuse dans laquelle la laïcité, à savoir la séparation de l'Etat et des religions, doit assurer l'égalité des droits y compris la liberté de culte au plan privé. Sur ce point force est d'observer que l'offensive idéologique raciste du FN trouve de plus en plus d'écho dans les partis « classiques » de la bourgeoisie.

La dictature fasciste, c'est la conquête de l'Etat policier, terroriste et guerrier par la composante la plus réactionnaire de la bourgeoisie nationale qui a placé les instruments de sa dictature politique et économique à un niveau supérieur d'organisation institutionnelle étanche à toute intervention démocratique.

4.3 L'enjeu de la récupération des mots

Le projet économique du front national est un projet récent (et en cours de réécriture en vue des présidentielles de 2017) et une étape nécessaire pour créditer le FN auprès des masses dans un premier temps.

Ce projet économique a pour soubassement un système idéologique raciste structuré du monde, aux racines anciennes dont la reconstruction et la réadaptation s'est faite au cours des 35 dernières années mais qui demeure volontairement invisible aux non-initiés. Des propos récents de Marine Le Pen le rappellent : « A l'inverse des autres formations politiques, j'allais dire politiciennes, nous nous le savons, le combat que nous menons et que nous allons mener n'est pas seulement un combat politique. C'est plus que cela. C'est un combat de civilisation, c'est un combat pour nos valeurs. »

Le sens des valeurs prônées par le FN s'origine dans la notion réactionnaire d'ordre naturel et divin qui implique une discrimination « naturelle » et culturaliste entre les éléments d'un ensemble et exclut toute confusion ou mélange. L'identité et l'identification figées des éléments sont respectées par cette relation d'ordre alors que la relation d'égalité, en posant l'équivalence « artificielle » entre deux éléments, ferait perdre à chacun de ses

éléments son identité propre ou plus exactement l'unicité de son identité considérée comme un absolu essentialiste. Ainsi l'« assimilation » par exemple revendiquée par le FN conduit à deux solutions : soit le corps étranger doit perdre totalement son identité soit il doit être exclu dans son propre intérêt s'il veut conserver son identité. Par cette pirouette, le FN écarte toute accusation de racisme et se présente comme le parti le plus respectueux de l'altérité. C'est la mise en lumière de cette logique qui permet de traduire implacablement le caractère fasciste, raciste, culturaliste et ethnique de toute analyse et proposition du FN et de déjouer sa propagande de transformation sémantique, de récupération politique et économique.

En forgeant tous ses arguments sur la base de l'« identitarisme différentialiste » qui permet de redonner sens aux concepts traditionnellement clivant et de réduire à l'impuissance ses opposants inconséquents, le FN poursuit patiemment son travail d'usurpation de son rôle prétendument révolutionnaire. Par exemple, pour conquérir les abstentionnistes et les déçus de la gauche, le FN reprend à son propre compte en partie la critique de gauche et communiste de l'austérité imposée par les gouvernements successifs sous la dictée de l'UE, en dénonce les conséquences notamment sur les services publics et tente de se positionner comme le seul parti véritablement capable d'offrir une solution au pillage du peuple organisée par la « finance mondialisée » via les institutions européennes. En ce sens le FN court-circuite depuis deux ans la gauche antilibérale et communiste en s'appropriant des thématiques dans une visée électoraliste et transforme patiemment tous les conquits sociaux et démocratiques en éléments identitaires constitutifs d'une « identité nationale » à défendre.

Le FN, pour siphonner également l'électorat et des cadres de la droite classique et du PS, mais aussi pour diviser le mouvement ouvrier et populaire, propage la haine de l'Islam (islamophobie) présenté comme étant dans son essence antinomique avec les valeurs que sont la laïcité, la démocratie républicaine, autant de vecteurs de la valeur des valeurs :

la liberté, dernier concept récemment réapproprié. En accusant ceux qui sont censés respectivement les défendre en fonction de leurs places sur l'échiquier partisan et en développant une critique acerbe de leurs accointances intéressées à un système de valeurs auquel ils se soumettent peu ou prou – le système de Bruxelles – le FN est en train de se présenter comme le seul parti capable de répondre aux aspirations de liberté, de justice, de sécurité des masses que la propagande fasciste modèle de plus en plus à son image. Le FN construit patiemment sa vocation à se présenter comme le parti de « la France apaisée » qu'il faut traduire par la « France du nouvel ordre » pour rassembler ceux et celles qui ne se sentent l'otage « ni de la droite, ni de la gauche » et qui aspirent à un « renouveau » politique.

A y regarder de plus près, le FN réalise la prouesse de s'approprier les mots liberté, république, démocratie, souveraineté nationale et populaire, laïcité, etc., mis historiquement en avant par la bourgeoisie pour renverser le système féodal et la monarchie de droit divin en les vidant de leur sens de classe comme étendard pour diviser le mouvement ouvrier et préparer la dictature terroriste de classe du capital financier en France. Ce faisant le FN récupère le terrain abandonné par le PCF qui avait su, avant que sa direction se social-démocratise, retourner ces concepts contre la classe des capitalistes et le réformisme du PS pour devenir le parti des fusillés qui a été au fond, dans le sillage de l'URSS, le véritable libérateur du pays des collabos vichystes (ancêtres du FN) et de l'occupant nazi.



La Haute-bourgeoisie et ses enfants

Edouard Klein, un autre élément gênant pour Marine Le Pen. Cet ancien chef du GUD a intégré le FNJ au printemps 2012. Cette année-là, il est d'ailleurs présent à la convention présidentielle de Le Pen, à Lille, les 18-19 février, avec son compère du GUD Baptiste Coquelle, adepte des saluts nazis (voir photos ci-dessous). L'Union de défense de la jeunesse (UDJ), avatar du GUD pour se présenter aux élections universitaires à Paris II-Assas, annonce même leur venue sur son site : Trois mois plus tard, Klein est au 1er-Mai du FN, vêtu d'un t-shirt "les jeunes avec Marine", à nouveau avec Coquelle





Edouard Klein tractant avec le FNJ à Angers, en décembre 2012. Photo publiée sur le site du Front national de la Jeunesse (FNJ).



Edouard Klein (avec l'écharpe à carreaux) lors de la manifestation contre le mariage pour tous du 13 janvier 2013. © Reflexes



Edouard Klein (à droite) lors du gala des 40 ans du FN, le 11 décembre 2012, à la Mutualité, à Paris. © Reflexes
La petite équipe s'est retrouvée à plusieurs reprises. Comme ici, en 2012:

La députée du Front national collectionne les amitiés sulfureuses : lors d'un défilé du 1^{er} Mai du FN, elle pose avec le rappeur d'extrême droite Fasc, également batteur dans le groupe Franc Tireur Patriote, proche du groupuscule nationaliste et antisémite Renouveau français



E. Klein et B. Coquelle (arrière plan) avec le président du FNJ, J. Rochedy (au centre) et son adjoint P-A. Martin (à gauche)

5. La démagogie du FN

« La crise générale du système capitaliste n'a donc pas été arrêtée par le régime fasciste. Sous le régime fasciste, le niveau de vie du peuple italien a baissé. On a assisté à une réduction de l'appareil productif, juste au moment où les restrictions apportées à l'émigration outre-Atlantique renforçaient la poussée démographique. L'appareil industriel réduit, il n'a pu échapper au désastre complet qu'en diminuant le niveau de vie de la classe ouvrière écrasée par la baisse des salaires. L'allongement de la journée de travail et l'accroissement du coût de la vie : tout ceci a provoqué une émigration des ouvriers qualifiés, ce qui équivalait à un appauvrissement de ces forces de production humaines qui étaient l'une des plus grandes richesses nationales. Les classes moyennes

qui avaient mis tous leurs espoirs dans le régime fasciste ont été entraînées par la crise générale, c'est même elles qui sont devenues le symbole de la crise capitaliste dans la période actuelle. »

La crise italienne. Antonio Gramsci. 1924

« Le fascisme prend tout un ensemble de mesures pour favoriser une nouvelle concentration industrielle (abolition de l'impôt sur les successions, politique financière et fiscale, renforcement du protectionnisme), et les accompagne de dispositions favorisant les agrariens au détriment des petits et moyens cultivateurs (impôts, taxes sur les grains, « bataille du grain »). L'accumulation que ces mesures entraînent n'est pas un accroissement de la richesse nationale, mais elle est la spoliation d'une classe au profit d'une autre, à savoir celle des classes laborieuses et moyennes au profit de la ploutocratie. Le souci de favoriser la ploutocratie apparaît impudemment à travers le projet de légalisation, dans le nouveau code de commerce, du régime des actions privilégiées ; une poignée de financiers se trouve ainsi en mesure de disposer sans aucun contrôle d'une masse immense de l'épargne provenant de la petite et moyenne bourgeoisie, ces catégories sont expropriées du droit de disposer de leur richesse. »

La situation italienne et les tâches du PCI (Thèses de Lyon). Antonio Gramsci. 1926

5.1 Tromper le petit patronat

La bourgeoisie dominante eurocrate n'est pas encore prête à soutenir frontalement le parti fasciste. En effet, du point de vue des intérêts de la grande bourgeoisie d'affaire le choix est d'obtenir le maximum de profit par le biais des diktats libéraux de l'UE. Le FN se présente comme un parti de la fraction minoritaire de la bourgeoisie, celle du capital industriel français qui refuse la division du travail imposée par la bourgeoisie européenne dictée par le capitalisme dominant allemand. Voilà la base sociale euro-critique du FN qui prétend vouloir remettre en cause les traités européens pour retrouver – prétendument – les marges de manœuvre nécessaires au redressement de l'économie nationale.

En attendant ce soutien du grand capital français, le FN fonde ses espoirs de conquête du pouvoir et son projet de réindustrialisation sur le petit patronat sensible aux idées protectionnistes. Le FN fait donc semblant de tabler sur le soutien des PME/PMI qui composent principalement le tissu économique français et sur lesquels il fonde l'espoir du redressement. C'est par démagogie et par nécessité électorale essentiellement que le FN veut renouer avec le « protectionnisme éducateur ».

Le FN nous présente les patrons de PME/PMI comme les victimes des « très grandes entreprises du CAC 40 qui, ivres d'expansion mondiale, n'emploient ni n'investissent plus sur notre territoire » qui drainent toute l'épargne nationale et internationale (que cette épargne soit transformée en crédit ou en actions),

entretiennent les inégalités en termes d'imposition des bénéficiaires en leur faveur, optimisent à l'échelle mondiale leurs politiques fiscales, captent les marchés publics, les subventions, délocalisent, etc. : « La France n'est pas condamnée à la fatalité du chômage de masse et de la précarité de l'emploi. Elle peut y échapper en tournant le dos aux politiques d'abandon de notre industrie et de nos PME/PMI menées depuis des décennies par l'UMP et le PS sous l'égide de l'Union européenne. Pour empêcher les délocalisations et permettre un véritable développement du tissu national d'entreprises, il faut une action stratégique volontariste d'un Etat fort aux marges d'action retrouvées, capable de réarmer la France dans la mondialisation. L'emploi dépend d'abord de la vitalité de nos petites et moyennes entreprises. Les PME et les PMI (en voie de disparition), fer de lance de l'activité économique et de l'emploi, méritent un traitement plus favorable qui remette l'entreprise, l'entrepreneur et le salarié au cœur de la vie économique du pays » déclare le FN.

Le FN exploite les difficultés objectives des PME-PMI qui ne cessent de s'affaiblir alors que les grandes entreprises du CAC 40 sont les véritables bénéficiaires des diktats libéraux de l'UE sans investir en contrepartie dans le pays. Le nombre élevé de créations de petites entreprises mis en avant par les gouvernements ne traduit, pour l'essentiel, qu'un chômage déguisé sous forme d'auto-entrepreneurs ou une externalisation ou encore une sous-traitance souvent organisée par les grands monopoles capitalistes, ce qui n'est en rien le gage du

développement d'un tissu de PME/PMI solide et durable.

Toutefois, alors que les PME/PMI sont le moteur de la création d'emploi, elles ont la fiscalité la plus lourde avec un impôt moyen sur les sociétés payé de 22% pour contre 8% pour les grands groupes. Cette injustice fiscale est encore plus criante lorsque l'on considère les très grands groupes cotés en bourse dont les implantations et activités internationales permettent d'importantes défiscalisations. L'imposition, en plus d'être injuste s'avère très lourde : une étude récente de PriceWaterhouse Coopers révèle qu'en France les prélèvements absorbent 65,8 % du bénéfice total d'une PME/PMI type, soit une société de 60 salariés ayant une activité de fabrication et de distribution, contre 50% en Allemagne.

Le FN développe un discours démagogique à l'égard des couches moyennes et notamment de la petite bourgeoisie capitaliste consistant à leur faire croire qu'il les protégera du grand capital et réorientera le soutien de l'Etat en leur faveur. Cependant ce n'est pas parce que le FN a un intérêt objectif de se rallier les masses pour accéder au pouvoir que les masses ont un intérêt objectif à s'allier au fascisme (expression politique de la dictature du grand capital)²⁹. Le projet du FN en réalité est d'organiser la soumission encore plus poussée du petit patronat national au capital monopoliste national et multinational.

C'est dans ce sens qu'il faut comprendre les propositions protectionnistes du FN visant à « moderniser son électorat » et à élargir son audience au sein du petit patronat en proposant cette mesure qui appâte le petit patronat – plus jeune et urbain – des secteurs moins traditionnels (hôtel-commerce-restauration et artisanat) et ayant des activités innovantes :

« [...] Un crédit impôt recherche [qui] visera en priorité les PME/PMI innovantes et cessera de constituer une subvention non-justifiée aux très grands groupes qui

29 « Il fallait développer l'analyse scientifique du rôle des couches moyennes urbaines et rurales. La montée du fascisme confirmait la thèse marxiste du rôle auxiliaire, non fondamental de ces couches. Ainsi l'IC jugea qu'il fallait réfuter la thèse sociale-démocrate selon laquelle le fascisme est l'expression de la « révolte de la petite bourgeoisie », l'expression d'un « mouvement autonome des couches moyennes ». En réalité, ces couches, en raison de la démagogie fasciste, étaient étroitement soumises au capital monopoliste. » *Contribution à l'histoire du PCF. Des origines au Front populaire*, tome 1. Cercle Henri Barbusse. p 122

délocalisent. Il sera conditionné au maintien intégral des centres de recherche et de développement en France. »

En posant les conditions d'une aide financière aux entreprises incitées à maintenir leurs centres de recherche et développement en France, le FN n'interdit pas que celles-ci externalisent à l'étranger leur production. Le FN use d'une supercherie qui en fait nous éclaire mieux sur ses intentions de lutter contre le chômage. La réindustrialisation de la France passe pour le FN par l'incitation à ne plus délocaliser non pas entièrement l'entreprise mais uniquement son cerveau. Le FN autorise donc l'utilisation du corps des autres (main d'œuvre étrangère ou à l'étranger) pour pallier au prix du travail en France si les luttes concourent à le maintenir « élevé ». La lutte du FN contre la « mondialisation » est largement une supercherie pour tromper les travailleurs.

Pour asseoir conceptuellement son programme économique en direction des PME/PMI, le FN s'inscrit dans la lignée de l'économiste allemand du 19^{ème} siècle, Friedrich List³⁰, l'un des fondateurs du nationalisme germanique et théoricien du zollverein³¹ d'une part, s'approprie les enseignements de la théorie économique de la croissance endogène³² d'autre part et n'hésite pas à faire le grand écart en s'inspirant des idées de l'économiste français Gérard Destanne de Bernis d'obédience marxiste !³³

Selon List les entreprises nationales ne peuvent se développer si le marché est déjà occupé par les entreprises de pays étrangers économiquement plus avancés. Le « protectionnisme éducateur » a donc pour objectif de protéger sur le moyen terme le marché national, par une politique douanière, des barrières à l'entrée de toutes sortes (normes, taxes, quotas, etc.) afin de permettre sur le long

30 « Non, le protectionnisme n'est pas le fascisme. » Jean Guillaume. Août 2012. <http://fninfos.fr/?p=8504>

31 *Le nouvel ordre européen nazi : la collaboration dans l'Europe allemande*. Yves Durand. P107-108. *Le nazisme et la culture*. Lionel Richard. P24-2.

32 Cette théorie – non marxiste – est cependant une théorie qui engendre des raisonnements économiques fondés sur des axiomes microéconomiques et libéraux.

33 « De plus, les nazis, qui luttèrent contre un prolétariat pétri de solides traditions marxistes, manipulèrent aussi l'idéologie du « socialisme » présenté comme « national ». *Contribution à l'histoire du PCF. Des origines au Front populaire*, tome 1. Cercle Henri Barbusse. p 124

terme un libre-échange qui ne soit pas à sens unique. Son but est l'« éducation industrielle » d'une nation.³⁴ Ce « protectionnisme raisonnable » doit permettre de protéger les entreprises françaises. Mais pas n'importe quelle entreprise ni n'importe quel secteur. Un secteur capable d'entraîner d'autres secteurs et d'autres entreprises telles que le préconise la théorie de l'« industrie industrialisante ». Cette théorie sous-tend l'idée que certaines industries lourdes puissent jouer un rôle de moteur dans le développement d'une économie et l'idée d'un développement autocentré (endogène), c'est-à-dire la mise en place d'un processus de développement interne au pays et non dépendant à l'égard de l'extérieur.

Ainsi, toujours dans la droite ligne de List et de son protectionnisme éducateur, le FN propose donc un « Patriot-Act » économique aux relents chauvins passant par un soutien public à la petite bourgeoisie capitaliste incitant à la collaboration de classe de la part des classes populaires et des couches moyennes frappées ou craignant de l'être par le chômage :

« Une loi Achetons français votée sur le modèle des lois Buy American ou Buy Brazilian [qui] incitera les administrations d'Etat et les collectivités territoriales à acheter prioritairement des produits français (dans le domaine de l'artisanat, de l'industrie et de l'agriculture). Alors qu'elles représentent plus de 95% des entreprises, les PME/PMI ne remportent que 30% des montants des marchés publics. Cette piètre performance et ce décalage sont dus à d'importantes barrières d'entrées principalement administratives, réglementaires et enfin, découlant des deux premières, psychologiques, mais aussi au refus imposé par l'Union européenne avec la complicité du gouvernement de réserver l'accès des marchés publics aux PME/PMI français. » [...] La centralisation sur un site unique de toutes les commandes publiques et une loi qui donnera priorité aux PME/PMI dans l'attribution des marchés publics de l'Etat et des collectivités locales (équivalent du Small Business Act américain) [...]. »

On soulignera le lien étroit de cette dernière proposition avec la proposition 16 du programme du NSPAD :

34 Le FN n'est pas donc contre le libre-échange, fondement idéologique du capitalisme.

« Nous exigeons la création et la protection d'une classe moyenne saine, la remise immédiate des grands magasins à l'administration communale et leur location, à bas prix, aux petits commerçants. La priorité doit être accordée aux petits commerçants et industriels pour toutes les livraisons à l'État, aux Länder ou aux communes ».

Le protectionnisme éducateur de type FN est ainsi présenté comme devant restaurer des barrières à l'entrée du marché national par le biais de taxes :

« [...] La mise en place de protections intelligentes aux frontières face à la concurrence internationale déloyale (droits de douane ciblés et quotas d'importation), c'est-à-dire vis-à-vis des pays qui nous concurrencent de façon déloyale (par exemple la Chine ou certains pays d'Europe de l'Est, mais non les pays de niveau économique, social et environnemental comparable comme l'Allemagne ou les Etats-Unis) ». [...] Une diminution des charges des cotisations sociales salariales par l'institution d'une Contribution Sociale aux Importations égale à 3 % du montant des biens importés – et non par une TVA dite « sociale » qui n'a en réalité rien de sociale. L'application de la Contribution Sociale aux importations permettra d'augmenter de 200 euros net les rémunérations des salaires jusqu'à 1,4 fois le SMIC. [...] Mettre en place des droits de douane afin de rétablir une juste concurrence avec les pays dont l'avantage concurrentiel est issu du moins disant social et des manipulations monétaires. [...] Un protectionnisme intelligent permettant d'inverser à la fois la désindustrialisation de la France (500.000 emplois perdus en 5 ans) mais aussi d'endiguer les transferts de technologie que nous constatons aujourd'hui ».

Cependant pour le FN, il faut être protectionniste mais pas trop de sorte de ne pas trop froisser les capitalistes étrangers. C'est ainsi qu'il faut comprendre ce que le FN entend par un protectionnisme stratégique qui sera ajusté, ciblé et flexible :

« – Ajusté, pour permettre simplement rétablir la position concurrentielle de notre production tout en évitant de surprotéger nos entreprises puisqu'une surprotection conduirait à l'obsolescence de l'offre nationale ; – Ciblé, puisque défini en fonction du plan de planification de réindustrialisation mais également en tenant compte de la géopolitique internationale et de la politique extérieure de la France. – Flexible, pour tenir compte de l'évolution des situations économiques des pays concernés ».

Usurpant l'expression « planification » aux communistes, le FN propose même un contrôle rigoureux des prix dans certains secteurs :

« Le contrôle intégral de la fixation des tarifs appliqués aux ménages et aux entreprises dans les secteurs stratégiques (énergie et transports notamment)³⁵ ; L'obligation d'assurer une parfaite continuité territoriale à prix raisonnable vers l'Outre-mer. »...

Ce n'est pas de la spéculation que d'envisager que pour obtenir « ces prix raisonnables » au profit des patrons que ce parti dont l'héritage est le corporatisme fera tout pour interdire les syndicats, la hausse des salaires et les grèves à l'instar de ces prédécesseurs fascistes italiens et allemands³⁶.

5.2 Un discours anticapitaliste de façade

Pour mettre en œuvre son projet de « redressement national », le FN a besoin du nerf de la guerre : des sources de financement. Pour se faire le FN veut rassurer – hypocritement que les taxes sous le capitalisme compenseront les effets socialement désastreux des délocalisations - les petits épargnants et ceux qui capitalisent et s'assurer de pouvoir trouver des sources de financement aux PME/PMI grâce aux propositions suivantes :

« [La création d'] « une cellule délais de paiement chargée de collecter les réclamations des PME/PMI dont les clients ne respectent pas les termes de la loi de modernisation de l'économie de 2008. [Car, en effet précise le FN] les études statistiques montrent que plus d'une entreprise sur deux qui déclare un état de cessation des paiements ne le fait pas pour des problèmes de rentabilité mais à cause de problèmes de trésorerie. Depuis quelques années ces trois leviers ont tendance à se gripper avec une forte accélération du fait de la crise (crédit crunch). Les difficultés des entreprises à accéder au financement sont réelles : 74 % des dirigeants de PME/PMI déclarent avoir été confrontés à au moins un obstacle dans leur accès au

financement. Selon 48 % d'entre eux les banques acceptent d'accorder un prêt avec des frais plus élevés ou à des montants plus faibles que souhaités ». « [...] Un soutien massif aux PME/PMI et l'arrêt du soutien exclusif de l'Etat aux très grandes entreprises. Il faudra faciliter le financement des entreprises. »

Mais la démagogie anticapitaliste atteint des sommets lorsque le FN annonce défier les banques, les marchés financiers et grandes firmes multinationales :

[Un] « impôt sur les sociétés [...] réformé pour encourager le réinvestissement prioritaire des bénéfiques en France et mettre fin à la sous-imposition massive des grands groupes ». [Parce que] « de surcroît, on assiste à un développement exponentiel des délocalisations de prestations de services ordonnées par les entreprises qui y trouvent un intérêt financier (centre d'appel, prestations de conseils, comptabilité, informatique, ...etc.). Celles-ci feront l'objet d'une taxation, à hauteur de 33 %, établie sur la base de la déclaration d'échange de services ». « Le monopole des marchés financiers et des banques en ce qui concerne le financement de nos emprunts [soit] supprimé et la possibilité pour la Banque de France de détenir des titres de la dette publique [soit] rétablie. Séparation par la loi des banques de dépôt et des banques d'affaires. En cas d'extrême nécessité et de risque pour les dépôts des particuliers, nationalisation, même partielle et temporaire, des banques de dépôts en difficulté. Action déterminée de la France au niveau international pour une interdiction des produits dérivés spéculatifs et une taxe mondiale sur les transactions financières. L'allocation privilégiée de l'épargne des Français à la dette publique [soit] encouragée par des mesures fiscales et réglementaires et [que] la Banque de France [prenne] des mesures similaires en direction des banques et des assurances. [Soient entamées] avec les banques des négociations afin qu'elles fassent leur métier et jouent leur rôle dans la vie économique du pays. D'une manière plus générale, il s'agira de mettre en place une politique volontariste et ferme vis-à-vis des banques en renforçant le dispositif de médiateur du Crédit. » « L'encadrement rigoureux de la finance lorsque l'intérêt général est en jeu. »

L'identité de la stratégie de financement du projet du FN avec celle du NSPAD est là encore frappante. La question de la maîtrise de l'épargne nationale, de la reprise des leviers des politiques monétaire et budgétaire et de change est ainsi instrumentalisée afin de trouver des financements venant compléter les apports de capitaux privés pour faire croire que le FN est pour sortir de l'Europe et de l'Euro. Ainsi pour tromper son monde, le FN bombe le torse en proclamant que sa politique consistera à mettre

35 Extrait du programme de 2012 : « Dans le cadre de la politique menée en faveur du pouvoir d'achat, les ententes illicites entre opérateurs privés seront pénalement sanctionnées, notamment dans les télécommunications ; des tarifs plafond seront décidés par l'Etat et imposés à tous les opérateurs des transports publics locaux ; les tarifs de l'électricité et du gaz seront directement réglementés par l'Etat et la loi NOME abrogée. »

36 Idem : « Une grande réforme des syndicats sera mise en œuvre avec comme objectif principal d'assurer une meilleure représentation des salariés. Le monopole de représentativité institué après la Libération sera supprimé, et les modalités d'élections des représentants des salariés seront revues. Des syndicats plus représentatifs travailleront mieux à la réelle défense des intérêts des salariés : ils seront en effet plus à même d'entrer dans des logiques de concertation constructives et moins tentés de recourir à un rapport de forces (grève, manifestation) pour pallier leur manque de légitimité. »

« au pas la finance et la spéculation » par un contrôle rigoureux des entrées et sorties de capital (« encadrement rigoureux de la finance lorsque l'intérêt général est en jeu »). Rien que ça. Ça ne coûte rien de le déclarer. On appréciera le petit vernis « altermondialiste ». Si ça mord, ce sera toujours ça de pris.

Le FN veut un « Etat fort qui lutte contre les fraudes, les ententes et les abus de position dominante ». Le FN affirme donc lutter contre les monopoles et les oligopoles. Pour ce faire le FN propose la « lutte contre les fraudes commerciales (falsification des normes de sécurité, environnementales, sociales) pour assurer une concurrence loyale. » Le FN use encore d'une supercherie pour faire croire qu'il lutte contre la « mondialisation » parce que là encore seules les entreprises étrangères auraient le monopole de la « concurrence déloyale ». C'est une négation des lois économiques du capitalisme et une imposture idéologique tendant à substituer à la lutte des classes la lutte entre Nations, Entreprises nationales, pays, peuples. Le FN veut juste faire tourner l'histoire à l'envers pour remettre à plat la concurrence entre les entreprises et les faire partir des mêmes starting-blocks. Le FN veut de la discrimination positive pour les entreprises françaises ! De qui se moque le FN. Alors qu'il veut interdire toute forme de discrimination positive pour réduire les inégalités socio-économiques, le FN veut se montrer rawlsien à l'égard des patrons. Voilà la conception de l'égalité et des « valeurs de la république » pour le FN, une république au service du patronat national.

Le développement du capitalisme, l'accumulation du capital et la concurrence que se livrent entre elles les entreprises pour s'accaparer les sources de profit conduit nécessairement à la constitution de monopoles. C'est ce à quoi a conduit la concurrence en régime capitaliste à la fin du 19ème siècle. Le monopole, c'est la taille à laquelle une entreprise parvient afin de ne plus être menacée par la concurrence, sauf celle d'autres monopoles. Le monopole, c'est le résultat de la concurrence « libre » et « non faussée ». Le monopole, c'est l'issue logique de l'accumulation du capital. C'est l'ère du stade suprême du capitalisme qu'est l'impérialisme, époque du passage au socialisme, première phase du communisme.

En fait le FN n'est pas contre la mondialisation dominée par les monopoles financiers et industriels, il est pour la mondialisation dominée par les monopoles français ou considérés comme tels (monopoles étrangers collaborant autrement dit monopoles européens).

5.3 Un discours anti-européen de façade

Voilà pourquoi par démagogie le FN, pour mener à bien son « projet » de conquête du pouvoir, s'érige en critique des barrières réglementaires supranationales, de l'Union Européenne qu'il qualifie de « cheval de Troie de la mondialisation ultralibérale [car] les Traités européens imposent depuis le Traité de Maastricht le dogme de la concurrence libre et non faussée, interdisent par idéologie les aides d'Etat à nos entreprises, ainsi que toute forme de protection aux frontières internes de l'UE, mais aussi externes. En bref, toute forme de patriotisme économique. »

En effet pour duper les travailleurs qui souffrent des politiques libérales imposées par l'UE, le FN s'empare du thème de la souveraineté nationale délaissé par le Parti Communiste qui en fut, à juste titre, le chantre sous la direction de Thorez, Duclos, Frachon pour se présenter comme le seul parti « patriote »:

« [Faire que la France recouvre] sa souveraineté financière, [et] cesser d'être dépendante des banques internationales et des marchés financiers pour son financement. [Car, nous rappelle le FN] depuis une loi de 1973, confirmée par les Traités européens depuis Maastricht, notre pays n'a plus la possibilité d'emprunter directement à taux très bas à la Banque de France comme cela se pratique dans de nombreux pays du monde dont les Etats-Unis et le Royaume-Uni (dans ce dernier pays, la Banque d'Angleterre détient 25% de la dette publique). Fruit d'une idéologie périmée, cette interdiction du financement monétaire de la dette renchérit la charge d'intérêts de la dette et place l'Etat dans la dépendance exclusive de ses créanciers privés, de surcroît largement étrangers ».

Le problème est donc ici d'imiter les Etats-Unis et le Royaume-Uni afin de soi-disant soustraire l'Etat France de sa dépendance vis à vis des créanciers que lui imposent les Traités Européens. Le FN n'a d'autre projet que de redonner à l'Etat capitaliste de faire marcher la planche à monnaie. Rappelons que USA, Royaume-Uni et pays de l'UE continuent à tous

s'enfoncer dans la crise économique, financière, l'endettement endémique et le déclin. Seule le socialisme, première étape du communisme permet de sortir de la crise.

Et pour mieux illustrer ses propos le FN précise :

« En 2009, l'aide de 6 milliards d'euros apportée par l'Etat à Renault et PSA n'a pas pu être conditionnée au maintien des activités en France en raison des récriminations de la Commission européenne. C'est un encouragement aux délocalisations et à la destruction d'emplois en France. En 2011, cette même Commission de Bruxelles a jugé contraire aux règles européennes le projet de recapitalisation de l'entreprise Seafrance par son actionnaire la SNCF : des centaines d'emplois sont de ce fait menacés ».

Cette vérité quant aux mécanismes réglementaires qui empêchent une réappropriation par l'Etat de ces leviers d'intervention ne peut camoufler le fait qu'on a vu plus haut ce que le FN considérait comme une condition à un versement d'une aide de la part de l'UE. Ce passage illustre parfaitement la démagogie de ce parti et en même temps son intérêt profond pour certaines industries « stratégiques ». L'opposition supposée du FN n'est qu'une diversion tactique pour capter la colère populaire contre l'UE.

Le FN dit que pour qu'un Etat soit fort, il faut qu'il soit libre – entendez libre de l'Europe de Bruxelles - et propose de redonner à l'Etat sa liberté de la manière suivante :

« La hiérarchie des normes qui prévalait avant les dérives jurisprudentielles sera réaffirmée. La Constitution, plus largement le bloc de constitutionnalité, est la norme suprême, à laquelle doit se conformer l'intégralité du droit français et conserve sa supériorité sur les Traités internationaux. La loi française retrouvera sa supériorité sur le droit européen dérivé (directive, règlement, etc.). Ces éléments feront l'objet d'une discussion avec nos partenaires européens dans le cadre de la renégociation nécessaire des Traités européens. La France se tiendra à sa doctrine en cas d'échec des négociations. Le ministère des Souverainetés sera chargé de coordonner sur un plan technique la renégociation des Traités et la restauration de notre souveraineté nationale dans l'ensemble des domaines où elle a disparu. »

Pour accréditer son projet trompeur au service de certains intérêts capitalistes industriels, le FN propage l'option de la violation du Traité de Maastricht comme le NSPAD a décidé en 1933

du retour de la primauté du droit national allemand sur les traités internationaux afin de redonner la main à l'Etat Allemand sur son réarmement et ce sans surprise car il l'avait prévu dès 1920 dans sa proposition 2 :

« Nous exigeons l'égalité des droits du peuple allemand au regard des autres nations, l'abrogation des traités de Versailles et de Saint-Germain »

Le FN prend la précaution de borner sa propagande de dupe en cherchant des soutiens économiques et politiques « dans les frontières internes de l'UE ». C'est la chimère de la rupture conditionnée à l'accord des 27 Etats de l'UE que vend en réalité le FN. Si bien que cette option que le FN veut faire passer pour un acte de résistance et de « patriotisme » contre les « étrangers » ayant pénétré dans l'enceinte grâce « au cheval de Troie de la mondialisation qu'est L'Europe » ne soit en fait qu'une simple autorisation accordée au FN. Si bien que le FN a pour seule politique véritable que d'obliger les travailleurs à payer les créanciers, à rembourser la dette et à achever la privatisation des services publics. C'est seulement sous cette condition que l'UE acceptera le FN au pouvoir pour saigner le pays.

C'est Bruxelles qui ira chercher le FN et pas l'inverse. Le FN pourrait être bien comique, lui qui se fait le défenseur de la France contre « le puissant lobby des banques d'affaires [qui] influence beaucoup trop les décisions politiques et incite à des pratiques de corruption et de conflits d'intérêts. Ce phénomène [qui], né aux Etats-Unis et au Royaume-Uni, n'épargne pas la France. »

Les expériences en cours, celle de la Grèce et celle du Brexit Britannique, montrent qu'en temps de crise aiguë, la nécessité de l'accumulation du capital et du redressement du taux de profit, peut conduire à la punition (le cas Grec) ou à des concessions (le cas Britannique) de la part de l'UE. Celles ci dépendent du poids du pays concerné. Dans le cas de la France, le fait qu'il est difficilement envisageable que l'UE sous domination allemande se fasse sans s'arrimer le capitalisme français est en réalité utilisé par le FN comme surenchère et chantage à des fins de propagande de dupes. Le réarmement auquel aspire le FN peut inciter à ce que l'UE l'aide à assurer, dans une position de second couteau, sa participation à bâtir un édifice impérialiste

européen qui chercherait à rivaliser avec les USA pour la domination mondiale. Dans une position seconde disions nous tout comme la grande bourgeoisie et Pétain avaient fait le « choix de la défaite »³⁷ en 1940 en ralliant le projet européen hitlérien contre l'URSS.

C'est le projet impérialiste du « besoin d'aire » hégémonique du capital financier auquel adhère la social-démocratie.³⁸ Le FN veut exactement la même chose ; la seule différence programmatique est le rééquilibrage du rapport des forces entre capital allemand et capital français.

5.4 Le mensonge d'en finir avec le chômage

La théorie de la croissance endogène dont s'inspire également les idéologues du FN enseigne que le moteur de la croissance c'est l'innovation. Celle-ci dépend des initiatives et du développement des compétences des agents économiques. L'innovation est alors une activité à rendement croissant qui augmente le stock de connaissances, et le « débordement » de ces connaissances - « externalités positives et gratuites » - retombe en cascades sur l'ensemble de l'économie. D'où la question cruciale de la Recherche et Développement. La première puissance économique – les Etats-Unis – a été jusqu'ici depuis la seconde guerre mondiale l'économie la plus innovante et qui investit le plus en Recherche et Développement

37 *Le choix de la défaite*. Annie Lacroix-Riz. Armand Collin. 2010

38 Dans le sillage de la droite et sous la plume de Fabius, Pierre Mauroy et Michel Rocard, tous ténors et hauts responsables de l'Internationale Socialiste, le PS fait allégeance dans un texte intitulé "socialistes de toute l'Europe, unissez vous !" : "le socialisme dans un seul pays n'a évidemment plus de sens (sic !). Si l'on veut être efficace et peser vraiment sur le cours des choses, les politiques à mettre en œuvre et les régulations à construire se situent désormais à l'échelle des continents et du monde. (...) La social-démocratie se définit par la recherche d'un triple compromis entre le capital et le travail, le marché et l'État, la compétition et la solidarité. (...) Les trois compromis de la social-démocratie doivent donc être actualisés, nos méthodes réformées et internationalisées. (...) Il faut aussi éviter tout repli sur soi, car le déséquilibre actuel qui fait des États-Unis l'acteur dominant du système international doit être corrigé. (...) La refondation de la social-démocratie passera d'abord par l'Europe. (...) devant les enjeux de la gouvernance internationale ... l'Europe constitue le bon échelon d'intervention et de représentation. (...) nous voyons ce qu'elle peut d'ores et déjà dans la sphère économique ! Puissance douce, soft power, comme diraient les Anglo-Saxons ? (...) un monde qui se structurera autour de quatre ou cinq grands ensembles régionaux, dont l'Europe. (...) la social-démocratie doit prendre appui sur l'Europe » (Le Monde du 29 octobre 2002).

proportionnellement à son PIB. C'est cette puissance également qui investit le plus en matière d'armement pour refréner par les guerres la loi découverte par Marx de la baisse tendancielle du taux de profit et contrôler les sources de matières premières.

Innovation technologique au service d'une industrie motrice et protégée de la concurrence internationale : voilà le triptyque sur lequel le FN veut poser le cadre du « redressement national » ... du redressement du taux de profit en réalité. Cependant, pour ce faire, il faut d'une part que l'exploitation des travailleurs soit démultipliée et d'autre part que des incitations économiques soient données au patronat en détruisant les conquies sociaux et démocratiques gagnées de haute lutte par les générations précédentes.

La Recherche et Développement demande des investissements considérables et de long terme dont on ne sait pas, à priori, s'ils trouveront des issues concrètes et rentables capitalistiquement parlant. Le profit immédiat étant l'obsession du capital, c'est pour cela qu'une bonne partie des investissements en Recherche et Développement sont assurés par des investissements publics dans un secteur qui relève des pouvoirs régaliens de l'Etat : la défense nationale, secteur associé étroitement avec les centres de recherches fondamentale et appliquée publics et privés. Pour que de 1945 à nos jours les Etats-Unis aient la croissance potentielle la plus forte et soient leader en matière d'innovations technologiques, il a fallu un étroit entremêlement entre centres de recherches publics et centres de recherche privés au sein de « clusters » où les entreprises privées collaborent et bénéficient des fruits de la recherche fondamentale en développant des produits et services dérivés des applications militaires.

La conception du FN des avancées scientifiques utiles à son « ambition » explique sa volonté de contrôler le monde universitaire³⁹ afin que celui-ci produise non en fonction des besoins de la société humaine, mais selon les besoins des capitalistes et des guerres pour le profit maximum.

« L'augmentation de l'effort de recherche et de meilleures synergies public-privé, l'établissement

39 Extrait du programme de 2012 : « Réorientation de la formation de nos jeunes en grandes écoles vers les métiers de l'entrepreneuriat et de l'industrie au détriment des métiers de la finance. »

de priorités nationales dans la concertation. L'objectif fixé est de porter l'effort de recherche national à 3% du PIB en 2017. Les contraintes budgétaires ne permettront qu'un accroissement limité et progressif des sommes consacrées à la recherche publique. C'est donc avant tout par une incitation forte du secteur privé à accroître ses objectifs que cet objectif pourra être atteint. La coopération entre la recherche privée et la recherche publique sera encouragée via le développement d'une logique de coopération transversale (en « clusters ») au détriment des logiques en tuyaux d'orgue. Les pôles de compétitivité existants feront l'objet d'une évaluation rigoureuse pour déterminer les progrès réalisés en ce sens et les blocages persistants. Les bonnes pratiques seront diffusées sous l'impulsion de l'Etat stratège. »

Le système de formation doit se plier aux exigences du monde économique, du patronat avec le soutien de l'Etat. « La vie pratique » commande que la formation supérieure de la jeunesse ait une utilité économique directe si bien que l'enfant dès son plus jeune âge devrait être formaté à se rendre utile aux besoins économiques du patronat pour une plus grande efficacité économique.

L'adaptation du « matériel humain » aux mutations économiques et aux besoins des entreprises implique que la vie professionnelle de chaque travailleur soit de sa naissance jusqu'à sa retraite sous le contrôle de l'Etat et que les coûts de transactions et de transitions socio-professionnelles soient socialisés, donc payés par le contribuable travailleur :

« L'Etat stratège reprendra en main la politique de formation professionnelle et instaurera un véritable service public de la formation tout au long de l'existence (chèque formation). »

L'individu est donc considéré à son degré le plus haut point comme un stock de compétences modulables, transférables et évolutives. Le FN en ce sens accentuera la libéralisation du système éducatif et la gestion et la conception par les intérêts privés des programmes scolaires et de formation continue. Mais il se dessine également un interventionnisme beaucoup plus poussé dans la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences au niveau territorial consistant à mettre en étroite relation les politiques de gestion des emplois et des compétences internes aux

entreprises et celle relevant des territoires par l'instauration d'« un grand ministère de l'Economie, de l'Entreprise et du Travail » capable, sur la base d'un système d'information unifié (voir plus bas), de ventiler la main d'œuvre en fonction des besoins des entreprises, ce qui augure une casse définitive du droit du travail pour assurer l'obligation de mobilité géographique et fonctionnelle aux travailleurs et une disparition de toutes les structures intermédiaires privées ou publiques (associations, Maisons de l'emploi, Mission locale, etc.) qui assurent des missions de repérage, d'accompagnement et de placement des chômeurs (et dont l'activité relève pour le FN des dépenses inutiles ou mauvaises dépenses compressibles). Pour le FN, c'est l'humain au service du patronat, comme l'exige le libéralisme, mais avec en prime l'obligation violente si nécessaire de s'y soumettre.

L'inadéquation entre offre et demande de travail sera également gérée par une reprise en main des agences régulant le marché de l'emploi et un renforcement du contrôle des chômeurs⁴⁰ avec, pour faire passer la pilule auprès des travailleurs, la mise en place ou le renforcement des critères d'exclusion et de leur contrôle consistant à donner l'illusion aux travailleurs que le parti fasciste s'active contre le chômage des travailleurs « Français » en faisant la chasse aux contrevenants qui privilégient l'utilisation de la main-d'œuvre étrangère au détriment des jeunes et des seniors « injustement exclus prématurément du marché du travail » (« par les traîtres à la Patrie »).

« L'emploi des jeunes et des seniors, catégories touchées par des niveaux de chômage particulièrement élevés, sera favorisé dans le cadre de la stratégie de réindustrialisation de la France. Ainsi, les entreprises participant à la reconstruction des filières industrielles, se verront inciter à utiliser les compétences des jeunes issus des filières professionnelles et des seniors injustement exclus prématurément du marché du travail (ingénieurs, ouvriers qualifiés notamment). Afin de montrer l'exemple, l'Etat et les collectivités locales valoriseront

40 Extrait du programme de 2012 : « Le fonctionnement de Pôle Emploi sera revu et fera l'objet d'un audit en collaboration avec les représentants des demandeurs d'emploi. Le non-respect par un demandeur d'emploi des obligations imposées par Pôle Emploi (obligation de recherche, d'acceptation d'un emploi dans les conditions qui seront définies) sera plus sérieusement vérifié. »

l'expérience des seniors et s'engageront, dans la limite qu'impose la prise en compte du critère de la compétence, à réserver une embauche sur trois dans la fonction publique aux personnes de plus de 45 ans issus du secteur privé. Parce qu'il constitue une concurrence déloyale au marché légal du travail, l'emploi de travailleurs clandestins sera très sévèrement sanctionné. L'employeur sera passible de sanctions pénales et de la fermeture administrative de son établissement. Plus généralement, les entreprises se verront inciter à prioriser l'emploi, à compétences égales, des personnes ayant la nationalité française. Afin d'inciter les entreprises à respecter cette pratique de priorité nationale, une loi contraindra Pôle Emploi à proposer, toujours à compétences égales, les emplois disponibles aux demandeurs d'emploi français. Les administrations respecteront également ce principe, et la liste des emplois dits « de souveraineté » sera élargie, notamment dans les secteurs régaliens où les professions seront réservées aux personnes ayant la nationalité française »

On le voit, la référence à la théorie endogène de la croissance utilisée par le FN pour construire son projet économique ne s'arrête pas aux seuls facteurs économiques explicatifs de l'endogénéité de la croissance. Le FN l'élargit pour justifier le critère raciste de la « préférence nationale ». En effet, la théorie endogène de la croissance pose que pour expliquer la croissance économique il n'est pas besoin de faire appel à un facteur exogène, extérieur au système économique : le progrès technique. En effet, nous dit cette théorie, « le progrès technique ne tombe pas du ciel », il est au contraire le résultat de l'utilisation de l'épargne générée par la croissance elle-même, par les décisions d'investissement des agents économiques pour financer la constitution de capital humain générateur de nouvelles idées, de nouvelles inventions, de progrès technique. Si bien que pour lutter contre le chômage, le FN introduit un critère de sélection, non pas « tombant du ciel » mais déjà là : la nationalité, voire la couleur, l'origine, la culture, la religion. Ces facteurs permettent de manière endogène d'exclure vers l'extérieur les éléments considérés au regard de la conception raciste de la Nation du FN comme « étrangers », de faire participer les « nationaux » à ce travail de contrôle et d'expulsion - « la liste des emplois dits « de souveraineté » sera élargie, notamment dans les secteurs régaliens où les professions seront réservées aux personnes ayant la nationalité française », et ainsi, de manière cumulative et

rétroactive, perpétuer en le systématisant un caractère raciste à la gestion de l'institution du marché de l'emploi et faire passer ce type de gestion comme un progrès social (qui sera considéré comme tel par ceux et celles qui en bénéficieront).

C'est ce que le FN appelle « une gestion dynamique du marché du travail, favorable à l'emploi des Français ». Une gestion réellement dynamique et volontariste du marché du travail nécessite de réarmer l'Etat bourgeois et de désarmer la classe ouvrière afin de déréguler le marché du travail. C'est ce que propose de faire le FN :

« Une grande réforme des syndicats sera mise en œuvre avec comme objectif principal d'assurer une meilleure représentation des salariés. Le monopole de représentativité institué après la Libération sera supprimé, et les modalités d'élections des représentants des salariés seront revues. Des syndicats plus représentatifs travailleront mieux à la réelle défense des intérêts des salariés : ils seront en effet plus à même d'entrer dans des logiques de concertation constructives et moins tentés de recourir à un rapport de forces (grève, manifestation) pour pallier leur manque de légitimité. Afin de ne pas perturber à nouveau grandement le fonctionnement du marché du travail et des conditions d'emploi des salariés dans les entreprises françaises, les lois sur le temps de travail hebdomadaire de 35 heures ne seront pas revues, en revanche la renégociation sera autorisée à la condition qu'elle s'accompagne d'une augmentation proportionnelle du salaire. »

Fin des syndicats et casse du droit social commun. Voilà de quoi rassurer le patronat car « une augmentation proportionnelle du salaire », cela veut dire qu'elles pourront sans limite augmenter la durée du travail en valorisant les heures supplémentaires au même tarif (voire moins) que les heures « normales ». En effet, il est proportionnel de dire qu'un salarié travaillant une heure de plus soit payé au même tarif qu'une heure normale, un ratio de 1 pour 1, c'est un ratio proportionnel !

L'interventionnisme du FN se concrétise par la refonte du centralisme étatique non pas pour intervenir dans les arbitrages économiques mais par la légitimation de l'utilité d'un Etat-Parti au service des patrons du CAC40 dont le rôle sera de réduire les coûts de transaction considérés comme élevés relativement à ceux des entreprises capitalistes étrangères et de construire les bases d'un vaste STO basé sur les

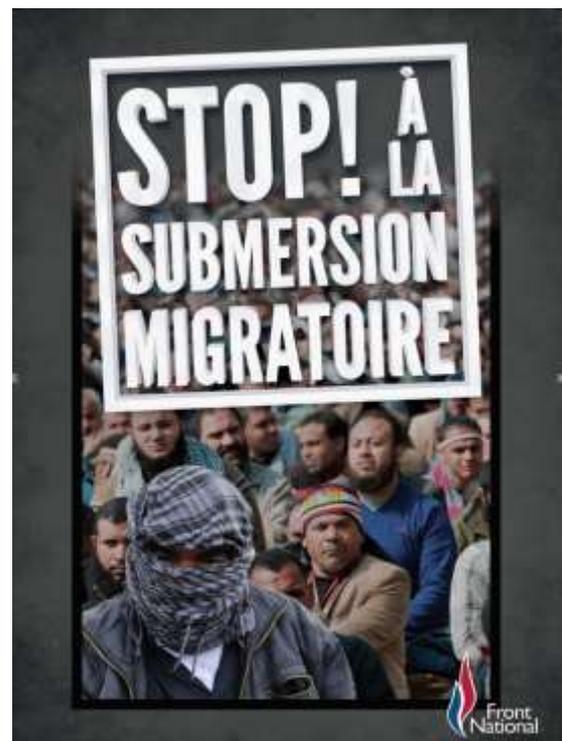
outils informatiques⁴¹ contemporains permettant de bâtir des bases de données unifiées, interconnectées, bref un système de veille, de surveillance, de contrôle et de ventilation de la main d'œuvre débarrassé des syndicats. Même la réforme fiscale proposée par le FN s'inscrit dans la même logique de simplification et de réduction des coûts de transaction.⁴²

41 Extrait du programme de 2012 « Création d'un grand ministère de l'Economie, de l'Entreprise et du Travail. Cette appellation est symbolique. Le terme « entreprise » doit ici être repris dans sa définition littérale : ce que l'on entreprend, la mise en œuvre d'un projet. Il remet l'homme au cœur du système économique. Afin que l'ordre et la cohérence président à la multitude d'administrations et d'organismes qui dépendent de ministères et d'autorités de tutelles différentes, on regroupera au sein d'un même ministère tous les services ayant autorité sur les forces contributives de la nation. Partant, il sera bien plus simple d'établir un modèle normatif homogène qui permette à l'Etat d'avoir une gestion saine et des mesures efficaces.

L'Etat stratège que nous voulons restaurer aura pour mission principale d'être le partenaire des PME/PMI et de faciliter de manière réelle leurs démarches afin de ne pas faire peser sur elles des charges indirectes et des freins supplémentaires. Sous l'autorité du ministre de l'Economie, de l'Entreprise et du Travail nous lancerons la Grande Réforme de la Simplification (GRS) dont les grandes étapes seront les suivantes :

- L'homogénéisation normative : lister de façon exhaustive, en s'appuyant notamment sur les travaux existants, l'intégralité des normes, indices, codifications, appellations, méthodes de calculs, nomenclatures, etc. Il s'agira d'homogénéiser, réduire et regrouper ces normes en établissant les tables de correspondances entre administrations et la refonte du système statistique.
- Assurer la centralisation des données, le dialogue entre administrations et la dématérialisation. En s'appuyant sur des normes communes il s'agira de créer une base de données centrale où les administrations pourront consulter et exploiter les données des entreprises.
- Accentuer le processus de dématérialisation en créant un site unique pour toutes les démarches administratives, statutaires, sociales et fiscales des entreprises. Cette plateforme unique sera sécurisée et accessible avec la carte d'identité numérique de l'entreprise (cf ci-dessous). Ce site permettra aux entreprises de procéder à toutes leurs démarches (déclarations, télépaiement, attestations, réclamations...).
- Créer la carte d'identité numérique de l'entreprise, dotée d'un certificat numérique sécurisé unique et attaché à l'entreprise durant toute sa vie. C'est cette signature numérique unique qui permettra d'effectuer l'intégralité de ses démarches en ligne.
- Simplifier le bulletin de salaire »

42 Idem : « La fiscalité française est aussi inéquitable. Il faut simplifier la fiscalité des entreprises, rétablir la justice fiscale entre les entreprises, encourager et accompagner la création de richesse porteuse de création d'emplois. [...] Le système fiscal hérité des gouvernements successifs de droite et de gauche est aujourd'hui parfaitement illisible. Sa complexité et le rythme effréné de ses modifications sont sources d'insécurité juridique pour les entreprises et d'affaiblissement de la compétitivité de celles qui n'ont pas les moyens de recourir à un cabinet spécialisé dans l'optimisation fiscale. C'est en particulier le cas pour les artisans, les commerçants et les PME qui sont confrontées à une complexité fiscale hors norme par rapport aux autres pays développés. »



Axel Loustau. Proche de Marine Le Pen. Ex-GUD. Présent sur la liste FN menée en Ile-de-France par Wallerand de Saint-Just aux dernières régionales.



6. L'appauvrissement généralisé des masses

On dit généralement, et nous aussi, communistes, l'affirmons fréquemment, que la situation italienne actuelle est caractérisée par la ruine des classes moyennes : c'est un fait, mais il s'agit d'en comprendre toute la portée. La ruine des classes moyennes est délétère, parce que le système capitaliste, loin de se développer, subit au contraire une limitation ; cette ruine n'est pas un phénomène en soi, susceptible d'être examiné à part et dont les conséquences puissent faire l'objet d'un traitement indépendant des conditions générales de l'économie capitaliste, cette ruine est la crise même du régime capitaliste qui ne réussit plus et ne pourra plus réussir à satisfaire les exigences vitales du peuple italien, qui ne réussit plus à assurer à la grande masse des Italiens le vivre et le couvert...[...].

Parce que le fascisme s'épuise et meurt précisément de n'avoir tenu aucune de ses promesses, de n'avoir répondu à aucun espoir, de n'avoir adouci aucune misère. Il a brisé l'élan révolutionnaire du prolétariat, il a désagrégé les syndicats de classe, il a diminué les salaires et augmenté les horaires, mais cela n'a pas suffi à garantir une vitalité, ne serait-ce que réduite, au système capitaliste ; il fallait donc également abaisser le niveau des classes moyennes, spolier et mettre à sac l'économie petite-bourgeoise et par conséquent étouffer toute liberté, sans s'arrêter aux seules libertés prolétariennes ; aussi la lutte n'a-t-elle pas été dirigée contre les seuls partis ouvriers : mais elle a visé aussi, et même parfois au premier chef, tous les partis politiques non fascistes, toutes les associations qui échappaient au contrôle direct du fascisme officiel.

La crise italienne. Antonio Gramsci. 1924

L'IC analysa la stratégie démagogique du fascisme qui est de s'appuyer sur la paupérisation et le mécontentement de la petite bourgeoisie, de la paysannerie pauvre, des travailleurs intellectuels déclassés et du lumpenprolétariat, paupérisation qui découle de la dislocation de l'économie bourgeoisie et des anciennes formes étatiques. Le fascisme est ainsi le résultat d'une déception de ces couches sociales devant l'incapacité des partis réformistes à tenir leurs promesses électorales et à améliorer la situation sociale. Cette déception face à la démocratie bourgeoisie et à ses mécanismes de duperie peut se transformer en courant violemment antiparlementaire, le régime étant présenté comme « dupant les petits. Le réformisme est donc responsable du développement du fascisme, ce que l'IC affirmait ainsi à son IVème congrès : « les réformistes sont les véritables précurseurs du fascisme »

Contribution à l'histoire du PCF. Cercle Henri Barbusse. 1997

6.1 La marchandisation totale du monde

Arrêtons-nous sur la définition que le FN donne à l'« entreprise » : « ce que l'on entreprend, la mise en œuvre d'un projet ».

Une entreprise n'a pas de définition unique en droit français actuel. Elle est aussi bien une société (un statut juridique), qu'une activité professionnelle déclarée. Au sens juridique, une entreprise est une personne physique ayant pour objet une activité économique, ou une personne morale dont l'existence est reconnue par la loi, indépendamment des personnes qui la possèdent. Au sens fonctionnel, l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE) retient la définition suivante : l'entreprise est définie comme étant une entité dotée d'une autonomie organisationnelle, ayant pour objet la production de biens et services.

La notion d'entreprise existe dans le code du travail (article L2322-1 du code du travail sur l'obligation de mettre en place un comité d'entreprise). Elle existe dans le traité de Rome de 1957, sans y être pour autant définie. Le code de commerce et le code civil ne parlent que de société sous la forme commerciale ou civile et d'association, (à but lucratif ou non lucratif).

Il n'y a donc pas de définition précise, unifiée et consensuelle de l'entreprise, car chaque discipline l'a définie en fonction des catégories de son propre champ d'étude. Mais le FN lui est catégorique et impose sa définition tautologique. En ne faisant référence ni au statut juridique, ni à une fonction (INSEE), ni à son motif économique (code de commerce), le

FN propose une définition capable d'embrasser toute les formes d'organisation de l'activité humaine que celles-ci relèvent du privé ou du public, du but lucratif ou non lucratif, etc. Pas de définition précise au niveau national, le FN entend en imposer une, celle de l'UE en réalité.

La Cours de Justice de la Communauté Européenne définit l'entreprise comme « toute entité exerçant une activité économique, indépendamment du statut juridique de cette entité et de son mode de financement (CJCE 23 avril 1991 Höfner et Elser). En droit communautaire le but économique est un élément fondamental de la notion d'entreprise. On entend par entreprise toute entité exerçant une activité économique...et on entend par « activité économique toute activité consistant à offrir des biens ou des services sur un marché donné. Son statut juridique et son financement sont indépendants. Pour que ces conditions soient remplies, il n'est pas obligatoire que cette entité ait pour vocation des bénéfices, de même, les organismes publics ne sont pas exclus d'office. » « ...L'existence ou non d'une personnalité juridique distincte de l'Etat, attribuée par le droit national, est sans pertinence pour décider si un organe peut être considéré comme une entreprise ».

« La mise œuvre d'un projet », c'est la formulation frontiste d'« activité économique » au sens européen, c'est-à-dire de toute activité consistant à offrir des biens et des services sur un marché. Et, au sens européen, le marché est un lieu de rencontre entre une offre et une

demande ; point-barre, sans faire référence à une quelconque valeur ajoutée, ou profit ou bénéfice, etc. Ainsi pour l'UE, toute organisation est une entreprise à partir du moment où on peut l'inscrire à posteriori et pour les besoins de son analyse sur un marché. Pour l'UE, une administration est une entreprise, un service public est une entreprise, un EPIC est une entreprise, une entreprise est une entreprise.

Cette définition n'est pas anodine et possède un grand pouvoir normatif et performatif du point de vue du capital. Cette définition imposée par la bourgeoisie organisée en bloc au niveau de l'UE permet d'exclure toute référence à un quelconque rapport de force, à un quelconque rapport social, à une quelconque dualité au sein de l'entreprise. L'entreprise est donc nécessairement une unité. En effet, la définition européenne de l'entreprise, reprise par le FN, est une définition qui permet de masquer définitivement le but économique du capitalisme (recherche du profit maximum) et donc de l'activité économique en englobant toute activité humaine. En masquant définitivement le but économique du capitalisme et donc en masquant les contradictions de classes et le fait que le capitalisme soit un rapport social et historique, cette définition a donc vocation à permettre d'effacer l'exploitation de l'humain par l'humain dans la société. Alors que la définition communément partagée de l'entreprise fait référence au profit, voire au bénéfice (euphémisme de profit), voire à l'excédent brut d'exploitation (euphémisme comptable de profit) et permet de percevoir encore l'existence d'un rapport social par le biais de la notion de valeur ajoutée et des enjeux autour de son partage (entre profits et salaires), la définition européenne et frontiste d'activité économique cache l'existence des rapports de classes dans l'entreprise, masque la réalité de la violence capitaliste et du rapport d'exploitation.

Contrairement au discours « anti-européen » du FN, c'est là une communauté de pensée très étroite qui existe entre l'UE et le FN.

6.2 Une fiscalité au service du grand patronat

Arrêtons-nous un instant, pour compléter ce qui a été dit plus haut, sur le projet fiscal du FN qui donne une idée de la manière dont il cherche à se rallier les classes moyennes pour mieux les duper ainsi que sur sa conception et sur les buts de sa justice sociale.

Le projet économique du FN nécessite des fonds. Aussi comment assurer le financement de ce projet sans piocher dans les poches du patronat ? Car le FN n'a aucunement l'intention de taxer le grand capital. Tout simplement en augmentant les impôts. Mais comment augmenter les impôts en évitant une levée de boucliers (fiscaux par les stratégies éprouvées et maîtrisées d'évitement de l'impôt et d'optimisation fiscale de la grande bourgeoisie) et le mécontentement populaire ? Tout simplement en épargnant les riches et en faisant porter l'effort fiscal par les classes moyennes qu'une astucieuse duperie emballée dans un projet transcendant permettra d'illusionner.

Contrairement à la progressivité de l'impôt qu'il annonce - principe progressiste s'il en est - le FN décrit un impôt en réalité proportionnel et alimente l'illusion de la progressivité « par la création de nouvelles tranches intermédiaires »⁴³. En effet, si on applique un taux de prélèvement qui augmente proportionnellement à l'augmentation du montant de l'assiette imposable et ce pour chaque tranche intermédiaire, on voit que le résultat absolu du prélèvement augmente de tranche en tranche. Le projet fiscal frontiste fait donc passer comme progressif l'élévation absolue du résultat total du prélèvement. Il n'y a rien de progressif là-dedans. Augmentation absolue n'est pas progressivité.

A contrario, on peut parler de prélèvement progressif et discriminant – fondement fiscal de la redistribution des richesses - à partir du moment où le taux de prélèvement augmente

43 « S'agissant de la fiscalité des particuliers, la priorité sera de rendre plus progressif, sans l'alourdir, l'impôt sur le revenu sur les personnes physiques par la création de nouvelles tranches intermédiaires. La tranche supérieure de l'impôt sur le revenu sera portée de 46%. Ainsi, les classes moyennes paieront moins l'impôt sur le revenu, mais les foyers très aisés le paieront davantage. »

plus vite que l'augmentation du montant de l'assiette imposable et ce de tranche en tranche. Autrement dit, les riches – en termes de revenus nets d'imposition – s'enrichissent de moins en moins vite alors que les plus pauvres s'appauvrissent de moins en moins vite à mesure que les effets de la crise du système capitaliste se font ressentir.

En outre, pour mieux masquer sa volonté d'augmenter les impôts, de faire peser l'effort fiscal sur les revenus moyens ou plutôt intermédiaires, le FN annonce qu'il augmentera « à 46 % le taux de prélèvement sur la tranche supérieure. » Le FN dit en d'autres termes : « je vais vous plumer certes mais moins que les très riches ! » Or que restera-t-il du nombre de ménages très aisés (qui maîtrisent tous les rouages de l'optimisation fiscale) qui subiront une telle augmentation du taux de prélèvement si le nombre de tranches intermédiaires augmentent ? Qui sera considéré comme riche demain si le FN éloigne artificiellement et démagogiquement la frontière entre ménages « hyper riches » et ménages « super riches » ?

L'imposition proportionnelle rend donc impossible toute discrimination positive, puisque la discrimination positive consiste à prendre relativement à leurs revenus plus aux plus riches pour redistribuer ce surplus ponctionné aux plus pauvres. Si bien que la fiscalité frontiste repose sur la maxime suivante : « A chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins. » Autrement dit ce sont les moyens individuels fixés de chacun auxquels doivent se soumettre les besoins individuels de chacun. »

Le projet fiscal frontiste consiste en réalité à marquer un coup d'arrêt au principe de redistribution dont le fondement repose sur deux principes essentiels : les inégalités sociales et économiques sont les produits du système capitaliste (ou « des dysfonctionnements du marché », manière libérale de dire que les inégalités ne sont pas de la responsabilité de l'individu mais générées par des tentatives d'intervention publiques perturbatrices sur le marché) et que pour le maintien de la cohésion sociale entre les classes antagonistes nécessite un « compromis » économique minimum. Pour le

FN, clairement, il existe des « inégalités injustifiées » (entendez des « différences de traitement », d'« appréciation » de la part des pouvoirs publics ou un « laisser-faire » dont bénéficieraient les « profiteurs » qui vivent au dépend de « ceux qui travaillent », des « Français », d'individus venus en France pour profiter sans donner, etc.) sans expliquer lesquelles, mais qui visiblement frapperaient particulièrement les « vaches à lait » que sont les classes moyennes et les petits patrons. Autrement dit il existe encore fois pour le FN des inégalités justifiées. Et si des inégalités peuvent être justifiées alors elles ne peuvent avoir que des fondements dits « naturels » sur lesquels personne ne peut agir et qu'il s'agit d'accepter.

A partir du moment où toute volonté de redistribution, toute volonté d'agir collectivement et de modifier l'« ordre naturel inégal » est remise en cause, les contradictions du système capitaliste en crise ne peuvent se résoudre que de manière immédiate - mais nécessairement vouée à l'échec - que par le biais d'un nouveau projet national justifiant le prélèvement fiscal et l'augmentation de sa pression, et reposant sur la collaboration des classes moyennes et du petit patronat rangés derrière la Nation (bourgeoise) ralliés à un parti ayant réussi à masquer son origine bourgeoise. Le FN ne dit rien d'autre :

« L'impôt n'est pas qu'un prélèvement destiné à financer les dépenses de l'Etat ou des collectivités. C'est aussi un instrument économique qui doit viser les mêmes objectifs que ceux fixés à la politique budgétaire, la politique monétaire et plus généralement l'ensemble des priorités économiques définies. [...] La réforme fiscale [...] sera mobilisée au bénéfice de la croissance économique, de l'emploi et de la justice, pour résorber les inégalités injustifiées et améliorer la situation des catégories les plus touchées par la pression fiscale, à savoir les classes moyennes et les PME. »

Tout en promettant aux classes moyennes et aux petits patrons de les récompenser de leurs efforts ... à partir du moment où ils consentent à l'augmentation de l'impôt et qu'ils se rallient au projet du FN et à croire en un hypothétique « si » :

« [...] L'objectif général est donc de simplifier, optimiser et rendre plus juste le système fiscal, sans

augmenter le taux de prélèvements obligatoires pesant sur les ménages et entreprises français. Si la situation économique des finances publiques le permet, l'objectif sera de réduire ce taux. »

Dans la même veine si on peut aussi se laisser croire que le Front National instaurera la proportionnalité de l'impôt sur les sociétés, on peut largement douter du caractère progressif d'une mesure visant à ce que « les 50 plus fortes capitalisations boursière, fleurons des entreprises françaises, [affectent] 15% de leur résultat net en réserve spéciale de réindustrialisation. »⁴⁴ D'une part parce que « cette affectation annuelle du résultat sera sans incidence sur leur rentabilité. Ces sommes seront mises à disposition de fonds d'investissement stratégiques pendant une durée de 5 ans seront restituées au terme de cette période », autrement dit le FN ne compte pas du tout se mettre en porte-à-faux vis-à-vis du grand capital ni constituer une menace pour lui et, d'autre part, parce que cette mesure affectera directement les travailleurs en augmentant de 15 % les recherches d'économie et d'intensification du travail imposées par cette ponction indolore à court terme. Le caractère mensonger de cette annonce est frappant également sous un autre angle, du fait que l'Etat capitaliste n'a aucun moyen de contraindre les multinationales à se substituer aux banques d'investissement. Cette annonce est en fait une pirouette pour éviter la séparation entre banques de dépôt et banques d'investissement, solution préconisée par les économistes et politiques libéraux les moins dogmatiques pour neutraliser l'un des mécanismes des crises financières. Les marchés financiers, la « finance mondialisée » n'a donc avec le FN, contrairement à ce qu'il donne à croire, rien à craindre. Quant à l'annonce de la taxation des revenus issus de la propriété des moyens de production (dividendes) afin « que [...] les revenus du capital ne soient plus favorisés par rapport aux revenus du travail », c'est une pure

44 Extrait du programme de 2012 : « Parallèlement, dans le cadre de la nécessaire participation à l'effort national d'aide aux PME-PMI et du plan de planification de réindustrialisation, les 50 plus fortes capitalisations boursière, fleurons des entreprises françaises, devront affecter 15% de leur résultat net en réserve spéciale de réindustrialisation. Cette affectation annuelle du résultat sera sans incidence sur leur rentabilité. Ces sommes seront mises à disposition de fonds d'investissement stratégiques pendant une durée de 5 ans seront restituées au terme de cette période. »

mascarade. C'est une pure mascarade étant donné que – tout bon libéral qui se respecte le sait dans la pratique et dans la théorie – que cela conduira à des ventes massives de titres par des actionnaires aux stratégies internationales soucieux de maintenir le rendement financier de leurs titres de propriété et donc à des baisses de valeur boursière fragilisant les entreprises. Le FN – ce parti libéral au plus haut point qui veut créer l'illusion qu'il est en faveur de l'interventionnisme étatique – veut-il fragiliser les entreprises et notamment les plus grandes ? Soyons sérieux. En admettant l'hypothèse que le FN ait de la suite dans les idées, il faudrait qu'il puisse contrôler les mouvements de capitaux, voire à minima contrôler la Bourse de Paris, comme le gouvernement Chinois contrôle la bourse de Shanghai et la ferme quand l'économie chinoise fait l'objet d'attaques spéculatives afin de calmer les marchés financiers.

Par contre la fusion entre ISF et la taxe foncière et la fusion entre la taxe d'habitation et l'IRPP – avec toute les réserves qui sont les nôtres sur la conception frontiste de la progressivité – sont une façon de camoufler la suppression de fait de l'ISF. Ces fusions, tout à fait envisageables et techniquement réalisables, sont aussi sans conséquences pour les entreprises et ce quelle que soit leur taille étant donné que ce peut être un moyen pour le Front National, de contrôler – de les mettre au pas et de les rendre dépendant des transferts de l'Etat - les élus (les « barons ») au niveau territorial et d'accentuer le transfert vers le niveau des recherches de solutions d'économie pour entrer dans les clous des politiques austéritaires relayées par le niveau central.

Le discours du FN à l'attention des classes populaires et des petites classes moyennes effrayées pour elles-mêmes et leurs enfants par le chômage, le déclassement⁴⁵ et l'insécurité sociale commence à porter ses fruits notamment chez les petits fonctionnaires⁴⁶(percée du vote FN chez le personnel de la

45 *Pourquoi ils votent FN*. Laurent Jeanneau. *Alternatives Economiques* n° 332 - février 2014

46 *Les constantes du vote Front national*. Nonna Meyer. Octobre 2016. <http://www.revue-projet.com/articles/2016-10-mayer-les-constantes-du-vote-front-national/>

santé par exemple), catégorie qui, comme dit Gramsci, « est non seulement très nombreuse, mais c'est aussi la seule classe qui soit, « territorialement » parlant, nationale » car œuvrant au fonctionnement des services publics répartis sur tout le territoire national. Ainsi, reconfigurant sous discours poujadiste en promettant :

« La remise sur pieds des services publics décimés par trois décennies d'idéologie ultralibérale : L'UMP et le PS ont progressivement détruit le service public en votant Traités et directives européennes qui organisent dans tous les domaines la libéralisation, et en privatisant les services publics. »

Et :

« La reprise en main des finances du pays passe par une politique responsable de la dépense publique : réduction de la mauvaise dépense, préservation de la bonne dépense utile et efficace. Nicolas Sarkozy s'est attaqué aveuglement à la bonne dépense publique par une politique comptable à courte vue (école, sécurité, justice, défense, santé) alors qu'il faut au contraire la protéger en priorité parce qu'elle assure le bien-être des Français, notre prospérité et notre avenir. En revanche, la mauvaise dépense publique devra enfin être combattue sans faiblesse »⁴⁷

La mauvaise dépense publique est à entendre évidemment comme celle générée par l'utilisation « abusive » de la sécurité sociale, de l'assurance-chômage, RSA, enfance, handicapés, subventions des associations, et de l'assistance sociale...

Pour le FN il ne s'agit pas de sauver tous les services publics de la marchandisation mais ceux qui sont stratégiquement utile à son projet de redressement économique et de « réarmement », c'est-à-dire les services publics relevant des secteurs du transport et

47 Extrait du programme de 2012 : « La lutte contre la fraude doit permettre de diviser son coût global actuel par quatre en cinq ans, soit 15 milliards d'économies à obtenir par une action résolue, rigoureuse et mobilisant l'ensemble des services publics (caisses de sécurité sociale, médecins, collectivités, services fiscaux), sous l'autorité d'un secrétariat d'Etat à la lutte contre la fraude. Les collectivités territoriales devront notamment contribuer à la lutte contre la fraude en communiquant toutes les informations nécessaires aux services de contrôle et en assumant toutes leurs obligations. Une lutte plus vigoureuse contre les « arrêts de confort » et autres abus sera conduite. Les fraudeurs récidivistes n'auront plus accès aux dispositifs d'aide. Plus simplement encore : un rapport de l'IGAS (inspection générale des affaires sociales) s'émouvait il y a quelques années des 10 millions de Cartes Vitale en surnombre. Supprimer les cartes frauduleuses permettrait d'économiser les consommations de soins illégaux qu'elles engendrent. De la même manière, l'utilisation des Cartes Vitale légales doit être contrôlée afin que ne l'utilisent que les ayants droits et non des personnes (amis, famille lointaine) venant uniquement en France pour se faire soigner »

de la communication⁴⁸. Si bien que le FN conditionne le soutien de l'Etat, la protection de l'Etat à la collaboration dans la mise en œuvre de son projet économique.

6.3 Maintenir les plans d'austérité : une simple question de méthode

Le FN n'a aucunement l'intention de rompre avec les politiques austéritaires libérales conduites par la social-démocratie et la droite, et à bien l'intention de continuer à faire payer la crise au peuple contrairement à ce qu'il prétend dans son « plan de désendettement de la France ».

Entre le FN et les « partis du système », il n'y a pas de différence de fond mais de méthode. En effet :

« La mise en place brutale et dans l'urgence de politiques fortement restrictives est contre-productive. Le retour à une orthodoxie budgétaire doit en effet être progressif et séquencé, sous peine d'obérer la relance de la croissance économique, l'emploi, la consommation et in fine de constater une chute des recettes de l'Etat. [...] Selon les prévisions [du] plan de désendettement 2013, l'objectif politique est d'apurer la dette publique en douceur et sans saccage social de la population française, pour rétablir le cercle vertueux et l'orthodoxie budgétaire [...]. Avec notre modèle économique « patriotique », le déficit zéro devrait être atteint en 2018 et la résorption de 50% environ du volume de capital-dette initial devrait être obtenu à l'horizon 2025 avec 837 Milliards d'€ (30 % du PIB 2025) et surtout sans sacrifices sociaux. [Le] plan de désendettement 2013 est élaboré sur cette base économique et veille scrupuleusement au respect des principes du « Club de Paris » pour éviter toute solution de répudiation pure et simple de la dette étrangère, qui représenterait un risque de réputation trop négatif pour la France. [...] La vraie raison du surendettement de la France, ça n'est pas la dérive des dépenses de protection sociale, ni de ses services publics pour chercher à culpabiliser le

48 Idem : « Une renégociation des Traités européens sur la question des services publics mettra fin au dogme de « la concurrence libre et non faussée », et à l'obligation de libéralisation des services publics. Dans l'immédiat, l'application des directives européennes de libéralisation des services publics sera gelée, s'agissant en particulier du transport ferroviaire et des services postaux. [...] L'Etat veillera au respect scrupuleux du principe de continuité territoriale, qui veut qu'aucune zone du territoire national n'échappe au service public, dans tous les secteurs (transports, énergie, poste, télécommunications notamment). Les opérateurs privés en charge de missions de service public, notamment dans la téléphonie et l'accès au numérique, verront leur cahier des charges durci pour assurer l'égalité ».

citoyen, mais la loi de 1973 (dite loi Pompidou-Giscard). Cette loi qui a interdit à la DGFIP (ex Trésor Public) d'emprunter directement à la Banque de France à un taux d'intérêt quasi nul, pour s'adapter aux exigences de la mondialisation économique, laissant ainsi aux banques commerciales privées, le monopole du droit de création monétaire. C'est une « privatisation de l'argent public » inacceptable et qui joue un rôle considérable dans le niveau actuel de la dette. »



Il s'agit en réalité de rembourser la dette publique sur la base d'un retour à la gestion nationale de l'épargne nationale, autrement de redonner à l'Etat nationale bourgeois le rôle d'intermédiaire, de banquier, entre les créanciers et le peuple pour éviter le recours aux marchés :

« Une opération de « Francisation ou nationalisation de la dette publique » [...] pour diversifier nos gisements de ressources financières, par des incitations fiscales fortes à l'investissement des Français, qui contribueront ainsi au refinancement de la dette souveraine, à l'indépendance et à la solvabilité de l'état. Ce qui aura également l'avantage de sécuriser l'épargne populaire. Volume attendu : 50 Milliards € / an. Monétisation par la Banque de France pour un total de 100 Milliards € / an (5 % du PIB 2012) dont + 90 Milliards € / an pour générer des excédents budgétaires ventilés en: amortissement direct et progressif du capital-dette (stock) pour 45 Milliards € / an (2,5 % du PIB), qui consiste à stériliser une fraction de la dette ; remboursement de la charge de la dette imputé dans le budget (flux), pour 45 Milliards € / an (2,5 % du PIB), dégressif à partir de 2018; relance économique: + 10 Milliards € / an imputés dans le budget, pour soutenir la réindustrialisation, l'emploi, l'activité,...la consommation et au final les recettes fiscales. »

Il s'agit également de réduire les dépenses publiques et notamment les dépenses de fonctionnement non régaliennes :

« Il est de notre devoir de défendre la Sécurité Sociale et de l'améliorer sans cesse, dans un esprit de responsabilité. Il faut donc agir, pour préserver l'accès de tous les Français aux soins et combler les déficits. » Les dépenses de santé en France représentent aujourd'hui environ 11% de notre PIB. C'est beaucoup, mais contrairement à une légende souvent entendue, ce n'est pas plus qu'en Allemagne, et c'est beaucoup moins qu'aux Etats-Unis par exemple. Notre objectif n'est pas d'accroître d'une manière inconsidérée cette part des dépenses dans la richesse nationale, et il faut notamment rationaliser les dépenses et lutter sans merci contre les abus. Le défi technique est de viser en 2018 un retour à l'équilibre budgétaire (déficit zéro) et la résorption à l'horizon 2025 de 50 % environ du capital-dette initial (soit 30 % du PIB 2025). Cet assainissement des finances publiques passera par l'utilisation de 3 leviers principaux [dont des] économies PROGRESSIVES sur les mauvaises dépenses de budget entre 5 et 70 Milliards € / an (gel budget UE, fraudes sociales, coût de la décentralisation, coût de l'immigration, gains du non sauvetage de l'Euro et des aides aux états de la ZE, etc...); Bien entendu, cette politique économique n'a de sens que si ce mode de financement démocratique de l'Etat s'oriente, non pas vers du budget de fonctionnement comme avant, mais bien vers des investissements productifs, des infrastructures, de la recherche, dans l'économie physique au service de la population et du travail humain ».

Et dans la mesure où le FN concède que « néanmoins, il est important d'anticiper dès aujourd'hui que la part de ces dépenses de santé dans notre richesse nationale ne pourra qu'augmenter, pour des raisons structurelles » mais qu'il n'a aucunement l'intention de frapper le capital, il reste vague sur les nouvelles sources de financement « que nous devons trouver [...] dans les décennies à venir. » Effectivement, cela n'aurait pas été très porteur électoralement que d'avouer son intention d'augmenter les impôts directement ou indirectement en continuant à transférer des « missions de services publics » à des niveaux infra-étatiques et obliger les « barons locaux » à augmenter les impôts locaux ou à gérer le mécontentement en cas de réduction budgétaire, d'effectifs ou de fermeture de sites...Voire d'utiliser le critère de la « préférence nationale » pour exclure et réduire ainsi le nombre des bénéficiaires.



7. Conclusion

Comme on le démontre tout le long de cette analyse, le projet économique du FN s'inspire fortement de la politique économique des Nazis qu'il tente d'appliquer à la France capitaliste. Le FN considère que l'UE dominée par le capital allemand est un obstacle au redéploiement du capital Français et à sa capacité de faire face à la concurrence de ses rivaux tant en Europe qu'au plan international. En ce sens le FN est l'expression politique de certains secteurs, notamment industriels, du capital national qui refusent la domination du capital allemand et US.

Le FN est donc l'expression politique des contradictions qui divisent le capitalisme français sur la place et le rôle de la bourgeoisie française dans la construction de l'union des impérialistes à l'échelle de l'UE. D'où sa posture de vrai-faux « opposant attiré » à l'Euro et à l'UE. Sa véritable fonction politique est de chercher les voies et moyens d'un rééquilibrage au profit des firmes internationales nationales.

Pour obtenir cela, le FN développe une critique à la fois de droite et de gauche contre les diktats libéraux eurocratiques, ce programme unique de la droite et du PS, sur fond d'une xénophobie arabophobe, négrophobe, romophobe et islamophobe à l'apparence souverainiste.

Ce faisant le FN cherche à diviser le mouvement ouvrier multiculturel, multicolore, multireligieux, laïc et athée du pays tout en se forgeant une apparence anti-libérale et anti-UE.

Le FN opère ainsi le zigzag du chemin pris par le parti Nazi avant, pendant et après la crise de 1929. En effet, le parti Nazi avait fait de l'anti-communisme, de l'antisémitisme et de la dénonciation du traité de Versailles l'axe principal de sa politique avant 1929 tout comme l'a fait J.M. Le Pen sur le sujet de l'immigration avant la crise de 2008.

Puis pendant et surtout après 1929, le parti Nazi a « ouvriérisé » son discours racialisé dans l'optique de forger l'Europe antibolchevique. C'est exactement ce que fait aujourd'hui Marine Le Pen.

Le Front national utilise les mêmes ressorts de propagande que le parti national-socialiste (NSDAP, parti nazi) dans les années 20 et 40. La propagande nazie, exprimée notamment par

Gregor Strasser et Herman Goebbels, reposait sur la combinaison des thèmes majeurs - le nationalisme chauvin raciste contre les juifs⁴⁹, l'horreur du « judéo-bolchévisme », du communisme et le « redressement national du peuple supérieur allemand » humilié 20 ans durant⁵⁰ – avec la propagande « socialiste - ouvriériste » racialisée à partir de la crise de 1929.

Tout comme JM Le Pen en 2002 et Marine Le Pen aujourd'hui, les Nazis utilisaient un discours de gauche afin de rallier la classe ouvrière allemande qui s'enfonçait dans la misère. En 1929, Grégor Strasser écrivait : « Nous sommes socialistes, nous sommes des ennemis mortels de l'actuel système économique capitaliste avec son exploitation des personnes économiquement faibles, avec l'injustice des salaires, avec son immoral classement des hommes selon leur fortune et leur argent au lieu de leur responsabilité et de leur travail et nous sommes résolus à anéantir ce système quelles que soient les circonstances. »⁵¹ Goebbels, quant à lui, proclamait : « si à gauche, 17 millions de prolétaires voient leur dernier salut dans la lutte de classe, c'est parce que la droite pendant 60 ans le leur a appris par la pratique. D'où tirons-nous le droit moral de nous opposer à la pensée prolétarienne de la lutte des classes si l'Etat de classe bourgeoise n'est pas d'abord détruit de fond en comble par une nouvelle composition socialiste de la communauté allemande »⁵².

Le ralliement des ouvriers, c'est à dire la constitution d'une base de masse au parti terroriste de la bourgeoisie, était hier pour le parti nazi, comme aujourd'hui pour le FN, l'un des éléments essentiels de la conquête du pouvoir. Le Comte Ernst zu Reventlow l'exprimait en ces termes : « le ralliement d'un seul ouvrier au mouvement national socialiste a infiniment plus de valeur que l'adhésion d'une douzaine d'excellences ou de personnalités. »⁵³

49 Affiche nazie : 500 000 chômeurs 400 000 Juifs : La solution est très simple.

50 Nous faisons allusion ici au thème du « diktat humiliant de la Conférence de Versailles ».

51 Kurt Gossweiler. Hitler. *L'irrésistible ascension*. Edition Aden, Bruxelles, 2006, p 127-128.

52 Idem. p 128.

53 Idem. p 12.

Marine Le Pen utilise exactement la même démagogie socialisante racialisée :

« A la majorité silencieuse sont réservés le chômage, la diminution du niveau de vie, l'insécurité et l'angoisse des lendemains. A une minorité toujours plus riche (dont elle et sa famille font partie), l'attribution de salaires faramineux, de bonus scandaleux, de plus-values défiscalisées, l'accumulation sans limites de toujours plus de puissances et de richesses. ».

Au soir du premier tour JM Le Pen le 21 avril 2002 déclarait :

« Ce jour de 2002 est marqué par trois événements importants. Le premier, c'est le record d'abstention dans une élection présidentielle, le deuxième, c'est la disparition du parti communiste et le troisième est le sursaut national dont vous êtes les témoins. (...) N'ayez pas peur de rentrer dans l'espérance (...) En attendant n'ayez pas peur de rêver, vous, les petits les sans-grades, les exclus (...) Ne vous laissez pas enfermer dans les vieilles divisions de la Droite et de la Gauche. Vous qui avez supporté depuis 20 ans toutes les erreurs et les malversations des politiciens. Vous les mineurs, les métallos, les ouvrières et ouvriers de toutes ces industries ruinées par l'euro-mondialisme de Maastricht (...) Sachez qu'homme du peuple je

serai toujours du côté de ceux qui souffrent (...) Je suis socialement à gauche, économiquement à droite et plus que jamais nationalement de France... »

Comme les Nazis surfaient sur la vague de misère que provoqua la crise du capitalisme de 1929, le Front national surfe aujourd'hui sur la vague de misère que provoque la crise systémique du capitalisme et les diktats libéraux de l'UE pour maintenir le profit maximum. Deux époques pour un même discours et les mêmes méthodes. Le FN surfe aussi sur les abandons par la direction du PCF de la ligne d'opposition claire à la construction des « Etats-Unis » du capital européen par la coalition des bourgeoisies impérialistes de l'UE.

Démasquer la nature à la fois raciste, libérale, pro-européiste et anti-communiste du FN en mettant à nu les contradictions et ambiguïtés délibérées de son programme, notamment les non-dits, c'est faire œuvre de salubrité publique et surtout d'unité de classe des travailleurs et du peuple pour frayer la voie à l'alternative révolutionnaire communiste, seule à même d'abrèger la souffrance du peuple. En effet, le communisme est la solution dont la voie passe par les sorties unilatérales et sans condition de l'Euro, de l'UE, de l'OTAN et du Traité Transatlantique (TAFTA)